

Rapport du groupe de travail
"Statistiques DOM-COM"

Table des matières

1. Introduction	3
2. Les besoins.....	4
2.1. Les besoins de qui ?	4
2.2. Quels besoins ?	5
2.2.1. L'accessibilité	5
2.2.2. Des besoins différenciables selon des types de produits spécifiques : offre de base, service spécifique, données de gestion	6
2.2.3. Indicateurs conjoncturels	7
3. L'offre	7
3.1. Contexte institutionnel	7
3.2. L'offre sur les DOM	8
3.2.1. L'état des sources disponibles à partir du site du CNIS	8
3.2.2. Le contexte particulier aux enquêtes	9
3.2.3. Les conséquences du recours plus systématique aux sources administratives	11
3.3. L'offre sur les COM	11
3.4. Une offre de base cohérente pour l'Outre mer	12
3.4.1. Cartographie de l'information statistique disponible sur l'Outre-mer	12
3.4.2. Saint-Martin et Saint-Barthélemy	17
3.5. L'accessibilité des données	18
4. Conclusion.....	19
5. Annexes	21
5.1. Mandat du groupe	22
5.2. Composition du groupe de travail	24
5.3. Besoins du CES, du SEOM	25
5.4. Accord cadre INSEE-SEOM	31
5.5. Thèmes de la base TER	34
5.6. Fiches sources	37
5.7. Statistiques du SCEES et de la DARES	61
5.8. Lettre questionnaire aux COM	63
5.9. États des lieux statistiques des COM	64
5.10. United Nations Data Base	77
5.11. Sites internet statistiques des COM	92
5.12. Sigles utilisés dans le corps du rapport	93

1. Introduction

"Les résultats des trois premières enquêtes de recensement de 2004, 2005 et 2006, complétés avec les données sur les naissances, les décès et le solde migratoire de l'année 2006, conduisent à une estimation de la population de la métropole et des départements d'outremer au 1er janvier 2007 de 63,392 millions de personnes dont 61,538 millions en France métropolitaine. (...)

La population de la France atteint 64,1 millions, si on ajoute les 710 000 personnes habitant dans les collectivités d'outremer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon)."

Ce texte, extrait du dossier de la conférence de presse du 16 janvier 2007 sur le recensement de population, est l'illustration d'une statistique -en l'occurrence le dénombrement de la population- traitée de manière homogène sur l'ensemble du territoire français, départements et collectivités d'outre-mer compris.

Cette situation est généralisable à tous les cas de statistique mesurée de manière équivalente entre la métropole, les DOM et les COM. Si cette condition n'est pas respectée - s'il s'agit par exemple de mesurer un revenu médian, ou un nombre de chômeurs au sens du BIT- les choses peuvent devenir nettement plus compliquées.

La situation qui prévaut cependant entre les différentes entités composant le territoire français au sens le plus large est plutôt celui d'une hétérogénéité ou d'une divergence des systèmes statistiques, systèmes qui ne se sont pas développés à la même vitesse, par exemple entre la métropole et les DOM, ou qui coexistent en quasi complète autonomie, entre chacun des COM d'une part, entre les COM et le reste du territoire français d'autre part. A titre d'exemple, l'intégration des DOM dans les comptes nationaux n'est effective que depuis assez récemment ; jusqu'à la base de comptes 1995, le territoire de référence des comptes nationaux se limitait à la France métropolitaine.

La difficulté que des utilisateurs rencontrent à accéder à des informations statistiques cohérentes et comparables entre la métropole, les DOM et les COM, a fait l'objet d'un débat au sein de la formation des Statistiques régionales et locales du CNIS, en septembre 2006, débat illustré par une intervention de Monsieur Alain Saubert, membre du Conseil économique et social.

Des échanges qui ont suivi, a émergé la proposition par l'INSEE de la création d'un groupe de travail, proposition appuyée par l'avis suivant du CNIS :

"Le Conseil soutient la mise en place d'un groupe de travail entre services afin de faire un état des lieux comparatif des statistiques dans les collectivités d'outre-mer et en

France métropolitaine en vue d'adapter, quand cela est nécessaire, les statistiques nationales aux besoins spécifiques de ces territoires et, en particulier, aux besoins d'évaluation des politiques publiques."

C'est le résultat des travaux de ce groupe que ce rapport s'est efforcé de restituer de la manière la plus fidèle possible.

Le groupe s'était fixé comme méthode de faire d'abord le point sur les besoins, puis de confronter ces besoins avec l'offre disponible pour voir à quelles conditions cette offre devait évoluer. C'est en respectant cet ordre de présentation que le rapport a été rédigé.

2. Les besoins

2.1. Les besoins de qui ?

Les besoins de statistiques régionales comparatives sur le champ "France entière" peuvent provenir de différentes catégories d'acteurs s'exprimant depuis un niveau local, national, ou international.

Faute de temps et de moyens, le groupe de travail s'est limité, dans son approche des besoins, à ceux de ces deux acteurs privilégiés que sont le Conseil économique et social et le secrétariat d'État à l'Outre-mer. Les besoins du SEOM ont été recueillis directement auprès de sa représentante au sein du groupe ; concernant le CES, une réunion a été organisée en mars entre l'INSEE et Monsieur Paoletti, président du groupe Outre-mer. L'IEDOM, également représenté dans le groupe, a pu s'exprimer sur ses besoins spécifiques en matière de données conjoncturelles.

Le SEOM et le CES sont parmi les principaux acteurs de l'évaluation des politiques publiques (qui comptent aussi l'IGF) sur les territoires des DOM et des COM. Les liens directs du SEOM avec la Commission européenne pour le suivi des politiques structurelles sur les territoires des DOM en font un acteur représentatif des besoins dans une dimension européenne.

Les données recueillies sur les DOM et les COM servent aussi pour l'alimentation des bases de données de grands organismes internationaux comme l'ONU, le BIT, la Banque mondiale, Eurostat (pour les DOM uniquement). Ces organismes jouent un rôle important de diffuseurs d'informations sur des champs géographiques plus larges que le niveau national, ce qui les place non seulement du côté de la demande mais aussi du côté de l'offre.

2.2. *Quels besoins ?*

2.2.1. L'accessibilité

Dans les besoins recueillis auprès du CES et du SEOM, les attentes portent au minimum sur une meilleure accessibilité aux informations existantes. Connexe à cette demande d'accessibilité, il y a de leur part aussi un besoin de mieux connaître l'information disponible.

Ces deux organismes attendent de pouvoir faire l'économie de tout travail de collecte, contrôle et mise en forme des informations statistiques : recherche des informations sur des supports différents et des formats variés, contrôle de la cohérence de ces informations entre les territoires, contrôle de l'actualisation de ces informations.

Le SEOM exprime en particulier l'attente d'un tableau de bord des territoires, mettant l'accent sur la régularité et la rapidité de l'actualisation d'une sélection d'indicateurs privilégiés pour des raisons d'intérêt commun.

La diffusion statistique ne permet pas de répondre à ces besoins d'accessibilité. En se limitant aux indicateurs statistiques généralistes, il est nécessaire, pour rassembler de l'information sur les DOM et les COM et pouvoir la comparer avec les données de la France métropolitaine, de parcourir les sites de l'INSEE (pour la métropole, les DOM et Mayotte), de l'ISEE (pour la Nouvelle-Calédonie), de l'ISPF (pour la Polynésie française), du STSEE (pour Wallis et Futuna), des services de l'État pour Saint-Pierre et Miquelon.

L'organisation de la diffusion est complètement dépendante du contexte institutionnel : l'autonomie dont bénéficient les instituts statistiques des COM en matière de production et de programmation statistique a pour conséquence la séparation des canaux de diffusion.

Ce qui est vrai entre les COM et le reste du territoire français l'est aussi dans une moindre mesure entre les DOM et la métropole. A l'intérieur même de l'INSEE, la production de certains indicateurs régionaux (agrégats économiques, populations détaillées pour donner ici les principaux exemples) sont dévolus pour les DOM aux directions régionales de l'INSEE. L'absence de production centralisée peut être la cause d'écarts dans la mise à disposition des indicateurs, avec des données parfois absentes ou incomplètes dans les bases et tableaux régionaux ou départementaux (la centralisation n'est pas cependant une condition suffisante pour la disponibilité des données : des données locales ou régionales, produites au niveau national, peuvent être soustraites de la diffusion, si la qualité des données est trop hétérogène).

Ce besoin minimal et néanmoins fondamental n'exige pas nécessairement qu'on agisse sur la production des données, mais sur leur collecte, leur documentation, leur mise en cohérence. Même si la production n'est pas toujours en jeu, cela n'en constitue pas moins une action aux conséquences organisationnelles lourdes et pour cette raison coûteuse à mettre en œuvre.

2.2.2. Des besoins différenciables selon des types de produits spécifiques : offre de base, service spécifique, données de gestion

L'offre de base désigne ce qui est produit et mis à disposition de tout public de façon homogène et identique sur tout le territoire. A la différence de l'offre de base, les produits offerts par le service spécifique sont définis dans un cadre exclusivement partenarial, pour répondre aux besoins d'un demandeur particulier.

Disposer d'une offre de base sur l'ensemble du territoire de la République paraît être la formulation la plus adéquate des besoins exprimés tant par le SEOM que par le CES.

On dispose aujourd'hui, sur le champ des régions et départements de métropole et des DOM d'une base d'indicateurs de référence annuels, qui sert, dans chaque direction régionale de l'INSEE, à l'alimentation des tableaux économiques régionaux (TER), mais également, au niveau national, à l'élaboration de la *France et ses régions*. L'accent dans cette base de données ainsi que dans les TER eux-mêmes est mis sur l'homogénéité de l'information, dans son contenu et son classement thématique. On trouvera en annexe une présentation des thèmes couverts par cette base de données. En première analyse, la même organisation thématique a vocation à servir de trame à une offre de base généralisée aux territoires des COM.

L'offre de base a sa place dans la réponse aux besoins de l'évaluation des politiques publiques. C'est l'information "de base" indispensable pour la description du contexte économique, social, démographique dans lequel s'insèrent ces politiques ; c'est aussi une information qui, faute d'autres données, peut aussi indirectement contribuer à l'évaluation de ces politiques.

Pour des raisons de mise en œuvre, certains thèmes ne peuvent pas trouver leur place dans l'offre de base. C'est le cas pour les informations attendues par le Conseil économique et social sur les balances de paiement. Des balances de paiement existent en effet pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, mais leur extension aux DOM est difficilement envisageable, à court ou moyen terme. Un exercice d'exploitation des comptes rendus de paiement des établissements de crédit domiens a déjà été tenté, à plusieurs reprises, au début des années 2000. L'élaboration de balances des paiements s'avère déjà délicate au niveau national depuis que la France est intégrée à la zone euro, elle est plus complexe encore à un niveau départemental ou régional.

Concernant les données attendues par l'évaluation, il faut mettre à part ce qui peut être fourni par le système statistique à partir de l'exploitation de données localisées ou à travers le service spécifique sous la forme de contributions d'études ou d'extensions d'enquêtes, et les données exploitables à partir des systèmes de gestion directement sollicités par les politiques publiques. Il y a des lacunes spécifiques à l'absence d'intégration de dispositifs

d'évaluation des politiques publiques dans ces systèmes de gestion. Un exemple caractéristique à ce propos est celui des mesures de défiscalisation, pour l'évaluation desquelles aucune procédure spécifique d'enregistrement des déclarations n'a été prévue dans le système fiscal. Une telle absence pénalise à la base la possibilité de l'évaluation. La correction de ces lacunes ne peut pas provenir du système statistique, mais doit venir de l'anticipation des besoins de l'évaluation par le législateur.

S'agissant en particulier du service spécifique, sa mise en œuvre passe par le biais du partenariat, qui pose les conditions de cofinancement des opérations et d'utilisation des résultats. Concernant les DOM, l'INSEE et le SEOM ont avancé de manière très prometteuse dans cette voie (voir plus loin).

2.2.3. Indicateurs conjoncturels

Le groupe de travail s'est focalisé sur la disponibilité des indicateurs ou les sources de nature structurelle, annuelle ou pluri annuelle. Certains organismes, comme l'IEDOM-IEOM, sont plus particulièrement concernés et intéressés par la dimension conjoncturelle des données locales.

Ce domaine particulier aurait mérité un développement en soi. A défaut d'une exploration plus complète, on peut au moins pointer ici sur deux lacunes importantes du système statistique dans les DOM : l'une portant sur la disponibilité d'informations sur les chiffres d'affaires, l'autre sur la disponibilité de taux de chômage infra annuel. On rappelle à ce sujet que les taux de chômage publiés actuellement au niveau national ne couvrent pas les DOM, ce qui est l'une des explications des écarts avec les taux publiés par Eurostat. Ce point a fait l'objet d'un article de la loi, votée le 21 août dernier, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat. L'article 3 prévoit ainsi la remise d'un rapport au Parlement avant le 31 décembre 2007, "sur les modalités d'intégration des personnes privées d'emploi en outre-mer dans les statistiques nationales relatives aux chiffres du chômage". L'élaboration de ce rapport revient à la DARES en collaboration avec l'INSEE.

3. L'offre

3.1. Contexte institutionnel

Le statut juridique des Collectivités d'Outre-mer leur garantit des compétences ou une autonomie de décision sur des domaines particuliers parmi lesquels figurent en général les moyens et les orientations attachés à l'organisation de la production statistique sur leur territoire.

Une seule opération échappe à cette autonomie pour les tous territoires : le recensement de population, pour ce qui relève de la détermination des populations légales, reste de la

responsabilité de l'État français. L'INSEE est chargé de l'exécution du recensement dans ces territoires, en liaison avec les structures statistiques locales, sauf pour Saint-Pierre et Miquelon où les opérations sont prises en charge en totalité par l'INSEE (ainsi que Saint-Martin et Saint-Barthélemy, voir plus loin).

Pour cette opération au moins, les données sont construites partout selon des règles communes, avec des adaptations possibles des questionnaires pour tenir compte de spécificités locales. Une autre différence intervient sur la méthode : le recensement dans les COM s'effectue toujours selon le modèle d'un recensement général exhaustif, tous les cinq ans à des dates différentes, alors que cette méthode a évolué pour ce qui concerne la métropole et les DOM. A ces différences près, le recensement permet d'atteindre un cadre d'informations statistiques directement comparables sur l'ensemble du champ métropole, DOM et COM.

La détermination de l'offre statistique dans les COM a nécessité de solliciter chacun de ces territoires. Cette interrogation a été menée grâce à l'intervention du SEOM (voir annexe). Pour la connaissance de l'offre sur les DOM, le groupe de travail a pu s'appuyer sur les documents disponibles sur le site du CNIS (programme statistiques, fiches d'enquête), complété par les programmes de travail des directions régionales INSEE des DOM et par des sollicitations auprès des producteurs, notamment le SCEES et la DARES représentés au sein du groupe.

3.2. *L'offre sur les DOM*

3.2.1. L'état des sources disponibles à partir du site du CNIS

En préalable, il faut rappeler que l'offre pour les DOM est une offre riche comparativement à ce qui est disponible sur les régions de métropole, même si quelques lacunes subsistent, comme on l'a vu notamment pour les taux de chômage infra annuels.

Le groupe de travail s'est livré à une exploration systématique des programmes statistiques et des fiches d'enquêtes accessibles depuis le site du CNIS. Pour pratiquement toutes les opérations statistiques, les informations ont été restituées sous forme d'une fiche, décrivant le nom de la source, son producteur, sa périodicité, son contenu, et surtout le champ géographique couvert. Ces fiches sont présentées en annexe, regroupées par domaine statistique, chaque domaine correspondant à une formation du CNIS.

Dans le cas des enquêtes, la description de la couverture géographique distingue entre le cas où les DOM sont couverts par l'échantillon mais sans régionalisation des résultats, et le cas où il y a la fois couverture et exploitation de résultats possible au niveau régional grâce à une taille suffisante de l'échantillon.

Il faut signaler que les documents du CNIS restituent parfois assez mal l'information sur la façon dont les DOM sont couverts par les enquêtes (notamment sur la régionalisation des résultats). Il a été souvent nécessaire de recourir à une information complémentaire auprès des producteurs, par l'intermédiaire de leur site internet chaque fois que c'était possible.

Pour les sources administratives, la question de la couverture des DOM est aussi souvent difficile à traiter en fonction des informations directement disponibles. Une source peut être de qualité variable selon la région concernée, et c'est assez fréquemment le cas des DOM. Une information plus claire et plus systématique sur la qualité des sources administratives dans le cas des DOM serait nécessaire.

Préconisation 1

Demander aux services producteurs de mieux spécifier la couverture des DOM pour les sources décrites dans les programmes statistiques présentés au CNIS, en précisant s'il y a régionalisation possible des résultats au niveau des DOM.

Préconisation 2

Mettre en ligne sur le site du CNIS les fiches par thème constituées par le groupe de travail ; actualiser régulièrement ces fiches avec l'aide des producteurs.

3.2.2. Le contexte particulier aux enquêtes

Le contexte propre aux enquêtes évolue dans le sens d'une meilleure prise en compte des particularités des DOM.

Le SEOM et l'INSEE viennent de signer un accord cadre en vue de la programmation pluriannuelle d'extensions régionales cohérentes sur les quatre DOM et de collaborations sur des travaux d'études régionales (voir annexe).

Un tel accord répond d'abord aux besoins spécifiques du SEOM, mais il est susceptible indirectement de toucher un plus grand nombre d'utilisateurs, les résultats obtenus à travers ce partenariat ayant vocation à être reversés dans les canaux de diffusion "tout public" de l'INSEE.

La possibilité d'une extension régionale d'enquête repose au minimum sur la condition que l'échantillon national couvre le territoire des DOM. Sur ce point, par rapport à la situation courante où bien souvent seule la France métropolitaine est prise en compte (moins d'une enquête "nationale" sur deux couvre les DOM sur l'ensemble des services statistiques), des améliorations sont à attendre de l'engagement pris par la direction des statistiques démographiques et sociales de faire, de la couverture des DOM, la règle pour toutes nouvelles enquêtes ménages à venir. Seules des considérations pratiques de spécificité forte

des DOM sur un thème particulier, rendant impossible ou difficile l'adaptation d'un questionnaire commun, devraient à l'avenir justifier l'exclusion des DOM.

Cet engagement, déjà formulé à plusieurs reprises par l'INSEE devant le CNIS, vise aussi à garantir des résultats exploitables au minimum au niveau "ensemble DOM" grâce à un échantillonnage adapté. Ce point est un élément particulièrement favorable pour la mise en œuvre d'extensions régionales, et va notamment contribuer à l'exécution de l'accord cadre SEOM-INSEE.

Autre élément favorable à la prise en compte des DOM, de plus en plus d'enquêtes nationales sont lancées pour répondre à des obligations européennes, ce qui contribue à imposer la couverture des DOM dans ces enquêtes. Le cadre réglementaire européen impose en effet que chaque État-membre livre des résultats -sous forme, de plus en plus, de données individuelles- représentatifs de l'ensemble de son territoire au sens du Traité de l'Union. Les micro données ainsi livrées fournissent à Eurostat une information qu'il peut directement exploiter, de manière homogène sur l'ensemble des États-membres. C'est le cas par exemple de l'enquête Force de travail –l'enquête emploi en France- qu'Eurostat exploite jusqu'au niveau Nuts 2, voire Nuts 3 (respectivement au niveau régional et départemental pour la France).

La réponse à ces obligations européennes, ainsi que la volonté de conduire des opérations harmonisées entre la métropole et les DOM ont d'ailleurs conduit le SCEES, service statistique du ministère de l'agriculture et de la pêche, à réorganiser l'activité de son unité, localisée à Toulouse, chargée de la coordination de la statistique agricole dans les DOM. Le renforcement des collaborations de cette unité avec les bureaux spécialisés sur la métropole porte sur l'adaptation des questionnaires, le tirage des échantillons, la diffusion des résultats. Cette harmonisation passe par la prise en compte des spécificités des DOM dans les dispositifs de collecte nationaux. Par exemple, concernant les enquêtes sur le système productif, la taille économique des unités locales, en moyenne plus faible qu'en métropole nécessite de différencier les critères de tirage des échantillons et d'ajouter des questionnements particuliers. L'expérience montre néanmoins qu'une intégration complète dans la chaîne de traitement national est difficile et peut conduire à freiner la prise en compte des spécificités des DOM.

Préconisation 3

Demander aux services producteurs d'expliquer l'absence de couverture des DOM dans les dossiers d'enquête soumis au comité du label, particulièrement quand les enquêtes sont soumises à une obligation européenne.

3.2.3. Les conséquences du recours plus systématique aux sources administratives

Les progrès de la statistique locale reposent pour beaucoup sur un recours plus fréquent aux sources administratives. On le voit à travers quelques opérations emblématiques, comme CLAP pour l'étude des systèmes productifs, les Revenus Fiscaux Localisés pour celle des revenus, ou bien ESTEL, encore à venir, pour la connaissance de l'emploi.

Les sources administratives fournissent une information exhaustive sur leur champ et offrent la possibilité de travailler jusqu'à un échelon finement localisé. La contrainte de taille d'échantillon limite au contraire cette possibilité pour les enquêtes.

L'avantage des données d'enquête est que leur production est contrôlée de bout en bout par le système statistique. Les données administratives *a contrario* peuvent ne pas être homogènes en qualité ou en disponibilité sur tout le territoire, et pour cette raison leur utilisation peut entraîner des différences de traitement entre les DOM et la métropole. La connaissance des revenus, par exemple, a progressé dans les années récentes sur la base de l'exploitation des données de la taxe d'habitation et l'impôt sur le revenu des personnes physiques (TH et IRPP). La mauvaise qualité des fichiers de la TH sur les DOM a conduit à ne retenir que la métropole dans le champ de la diffusion des résultats de cette exploitation. L'écart pourra sans doute être réduit dans les années à venir si les essais d'extension et de régionalisation de l'Enquête Revenus Fiscaux (ERF) sur les DOM, démarrés en 2007, s'avèrent concluants (dans ce domaine, les analyses de la source TH, récemment conduites sur La Réunion, ont révélé un niveau de qualité très satisfaisant).

Une autre limite à l'utilisation des sources d'origine administrative peut provenir de l'existence de seuils déclaratifs, par exemple ceux des régimes fiscaux sur les entreprises. Ces seuils, fixés à l'identique sur tout le territoire, ont l'effet de réduire relativement la quantité et la qualité de l'information disponible sur les unités des DOM, en moyenne de taille plus réduites que dans la métropole.

Il serait nécessaire que les producteurs statistiques soient plus attentifs lors de la mise en œuvre de données administratives, aux différences de traitement que l'hétérogénéité de ces données entraîne pour les DOM. Comme dans l'exemple de ce qui est entrepris actuellement sur les revenus, cela doit conduire à rechercher, chaque fois que possible, et en fonction des coûts, la meilleure alternative possible.

3.3. L'offre sur les COM

Un ensemble d'informations minimales sur les sources mobilisables dans chacun des COM a été constitué à l'aide des contributions des statisticiens de ces territoires ou de celles des membres du groupe de travail, l'IEOM-IEDOM en particulier pour Wallis et Futuna et Saint-Pierre et Miquelon.

Ces informations sont présentées en annexe, sous forme de tableaux synthétiques, en fonction de la source et des principaux domaines traités.

Ces tableaux permettent rapidement de vérifier la grande richesse d'informations disponibles dans les COM, avec de grandes différences d'exhaustivité entre la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie d'une part, et les autres COM, moins dotées en moyens statistiques.

Comme en métropole ou dans les DOM, les sources proviennent aussi bien de données d'origine administrative, que de données d'enquête, ou bien encore du recensement.

Cet exercice de récapitulation a cependant ses limites. Le recensement, les statistiques d'État-civil, les répertoires des unités économiques, les indicateurs monétaires représentent les seules sources pour lesquelles on est à peu près sûr d'une comparabilité directe des résultats. Les enquêtes, construites en fonction d'un modèle préexistant en métropole - enquêtes sur les dépenses des ménages, recensement de l'agriculture par exemple- offrent probablement aussi cette qualité, mais sous réserve de vérification sur la manière dont le modèle a été transposé. Les réserves doivent être plus grandes encore concernant les sources d'origine administrative pour toutes les raisons déjà évoquées concernant les risques d'hétérogénéité, risques d'autant plus forts qu'il s'agit de rapprocher des informations produites selon des règles de gestion potentiellement différentes.

Un bilan complet des statistiques mobilisables et comparables nécessiterait de pouvoir identifier, pour chaque source, au moins les définitions et les champs couverts. Une telle opération, impliquant de revenir à la documentation des sources, et de travailler en étroite collaboration avec chacune des COM, ne rentrait pas dans les délais et les moyens du groupe de travail.

Préconisation 4

Mettre en ligne sur le site du CNIS et actualiser régulièrement avec l'aide des instituts territoriaux le recensement des statistiques disponibles dans les COM.

3.4. Une offre de base cohérente pour l'Outre mer

3.4.1. Cartographie de l'information statistique disponible sur l'Outre-mer

Les informations réunies sur les sources mobilisables dans les DOM et les COM se synthétisent finalement sous la forme d'une "cartographie" de la couverture statistique de ces territoires (Cf. tableau).

On ne reviendra pas sur les réserves déjà émises vis-à-vis de cette représentation, réductrice des disparités de champ et de concept pouvant exister entre des indicateurs produits selon des méthodes différentes et des données d'origine diverse.

État des lieux statistique comparatif DOM-COM

Thèmes statistiques	DOM	Mayotte	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Saint-Pierre et Miquelon	Wallis et Futuna
Recensement de la population :						
<i>Structures démographiques</i>						
<i>Population active et emploi</i>						
<i>Logements</i>						
<i>Ménages</i>						
Dépenses des ménages						
Mouvements démographiques		Naissances, décès	Naissances, décès	Naissances, décès	Naissances, décès	
Estimations annuelles de population			Pas de données détaillées	Pas de données détaillées		
Projections démographiques						
Emploi salarié		Projet en cours				
Salaires						
Chômage		DEFM, projet en cours	DEFM	Recensement	DEFM	Recensement
Bénéficiaires des politiques d'emploi et de formation professionnelle						
Revenus	Projet en cours	Projet en cours	Projet en cours			Prestations sociales
Santé						
Enseignement, formation						
Comptes économiques		CEROM			CEROM	En cours CEROM
Finances publiques	- État				Projet en cours	
	- Collectivités locales					
Indice des prix à la consommation						

État des lieux statistique comparatif DOM-COM

Thèmes statistiques		DOM	Mayotte	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Saint-Pierre et Miquelon	Wallis et Futuna
Indicateurs monétaires	- Masse monétaire						
	- Encours des crédits						
	- Encours des dépôts						
	- Coût du crédit						
	- Incidents bancaires						
	- Interdits bancaires						
Démographie d'entreprises et d'établissements							Nombre de patentes
Statistiques comptables d'entreprises							
Agriculture							
Pêche							
Industrie							
Énergie							
Construction							
Commerce							
Transport							
Tourisme							
Commerce extérieur							

Les cases en vert représentent le cas où des informations statistiques attendues sur le thème sont disponibles ; les cases en orange représentent les situations d'informations incomplètes, ou bien indisponibles mais avec un projet en cours destiné à rendre des informations disponibles. Les cases sont laissées en blanc si l'information n'existe pas ou bien est très incomplète.

Parmi les manques les plus notables, on remarque l'absence d'estimations annuelles de population détaillées et de taux de chômage BIT dans toutes les COM, deux thèmes sur lesquels le Conseil économique et social exprime des attentes prioritaires. Le thème de la connaissance des revenus est également un thème mal traité, y compris sur les DOM même si pour ces derniers un projet, déjà signalé, est en cours. La possibilité subsiste néanmoins, pour aborder indirectement les revenus par le biais des dépenses des ménages, d'exploiter les résultats des enquêtes du type "Budget de familles", présentes dans les DOM et dans les COM sauf Saint-Pierre et Miquelon.

Toutes les thématiques ne sont pas représentées dans le tableau, en raison de l'état trop lacunaire de l'information disponible, notamment sur les COM. Cela vaut notamment pour l'environnement, l'innovation, des services aux entreprises ou aux particuliers, de l'économie solidaire. Cela ne préjuge pas de la nécessité d'inclure à terme ces thèmes dans le champ des statistiques cohérentes attendues sur l'Outre-mer. L'intégration de ces thèmes exigera cependant des efforts d'investissements du côté des départements ou des collectivités d'Outre-mer.

Des thèmes liés spécifiquement à la connaissance des prix seraient aussi à approfondir. Chacun des territoires dispose d'un indice des prix à la consommation, mais il y a des lacunes en particulier sur la connaissance de l'évolution des prix à la production (ce qui empêche par exemple le partage volume-prix dans les comptes économiques des DOM), sur la connaissance des prix des transactions foncières ou immobilières (on attend beaucoup à ce sujet pour les DOM du projet de Base nationale de données patrimoniales du SESP), sur les différentiels spatiaux de niveaux de prix. Sur tous ces sujets, il faudra suivre ce qui résultera des travaux des observatoires des prix et des revenus créés cette année dans les quatre DOM, ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sur le thème de la santé également, des compléments seraient nécessaires, en matière notamment d'indicateurs de santé publique et de prévention.

Malgré toutes ces réserves, ce tableau conforte l'idée qu'on dispose sur les DOM et les COM d'une base statistique assez large et solide pour être le support à la construction d'une offre de base cohérente et homogène, dans le sens décrit plus haut dans la partie des besoins.

Cette offre de base doit être construite, ce qui appelle une structure qui à la fois : décide des orientations à donner cette offre de base, des thèmes à développer ou à approfondir, des moyens à y consacrer ; collecte l'information, la confronte et la contrôle, la remet en forme et éventuellement l'exploite aussi pour ses propres besoins ; finalement la rediffuse sous une forme homogène, cohérente et documentée.

Un parallèle peut être établi ici avec les fonctions de l'unité chargée des statistiques géographiques à Eurostat. Fondamentalement, le rôle de cette unité est d'alimenter une base de données régionales (New Cronos), à partir des informations qu'elle collecte –données et méta-données– auprès de chacun des Etats-membres ou futurs Etats-membres. Le contenu

de cette base est orienté par les besoins de la Commission -plus précisément de la DG Regio, mais il est défini aussi en tenant compte des contraintes de faisabilité ou de disponibilité de l'information dans les Etats-membres. Au besoin, Eurostat favorise le développement de nouvelles sources statistiques par le biais d'incitations financières. Au besoin aussi, Eurostat produit elle-même les indicateurs régionaux, pour garantir l'homogénéité des sources et des concepts –on a évoqué déjà à ce propos l'exploitation des enquêtes Force de travail pour les statistiques de l'emploi et du chômage. Finalement, les informations ainsi rassemblées sont mises à disposition d'un large public, puisque la base New Cronos est en accès libre depuis le portail d'Eurostat.

C'est, en les transposant, selon les mêmes principes de fonctionnement et avec les mêmes objectifs qu'une structure dédiée aux DOM et aux COM pourrait s'organiser. Comme pour Eurostat, cette structure aurait pour interlocuteurs des représentants des statistiques dans les DOM et les COM.

Il n'y a pas, parmi les dispositifs existants, de place pour une telle structure, qui appelle de toute manière des moyens supplémentaires au sein du système statistique.

CEROM est le dispositif emblématique du rapprochement statistique entre les DOM et les COM, mais cela n'est pas suffisant pour envisager d'en faire le point d'accueil d'une cellule statistique DOM-COM. CEROM a démontré que des progrès étaient réalisables dans le sens de la diffusion de méthodes et de bonnes pratiques communes entre les DOM et les COM. Mais CEROM n'est pas une structure à proprement parler –CEROM ne dispose pas de moyens propres et ne vit que des contributions de ses membres, et son périmètre d'intérêt concerne presque exclusivement les données économiques.

Le groupe de travail appelle donc de ses vœux la création d'une structure nouvelle, dédiée à la production d'une offre de base commune aux DOM et aux COM. Cette structure, qui pourrait être une simple cellule de quelques personnes, devrait être rattachée naturellement auprès du SEOM, son principal commanditaire.

3.4.2. Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Saint-Martin et Saint-Barthélemy, dont le changement de statut n'était pas encore en vigueur au moment du questionnaire adressé aux COM (le changement est effectif depuis juillet), sont absents du tableau. Une investigation particulière serait nécessaire pour le compléter sur ces deux collectivités, qui devront rentrer dans le champ du dispositif d'offre statistique à organiser sur l'ensemble de l'Outre-mer.

La loi organique votée en février dernier créant ces deux collectivités ne prévoit pas de compétence en matière statistique. L'INSEE demeure ainsi compétent sur les données disponibles qui comprennent :

- Le recensement de la population ;

- Le répertoire d'identification des entreprises et des établissements ayant une activité économique ;
- L'emploi détaillé par établissement ;
- Une estimation du PIB pour 1999.

Par ailleurs, dans le cadre de CEROM, un annuaire statistique a été publié en 2005 pour chacune des deux collectivités, et depuis cette année, l'IEDOM publie un rapport annuel sur chacun de ces territoires (première édition relative à l'exercice 2006).

Préconisation 5

Élaborer et diffuser une "offre de base cohérente de l'Outre mer", à l'aide d'informations rassemblées par le biais de l'INSEE et des instituts territoriaux pour les COM. Le SEOM, l'Insee et les services statistiques des ministères concernés examineront les modalités pratiques de réalisation de cet objectif et les moyens correspondants à mettre en place. La réussite de ce dispositif impliquera, de la part des collectivités, qu'elles s'associent à des investissements sur des thèmes actuellement peu développés mais pour lesquels l'intérêt commun est important, et qu'elles privilégient le choix d'approches techniques homogènes sur des thèmes d'intérêt commun.

3.5. *L'accessibilité des données*

Aujourd'hui, si on souhaite consulter des informations statistiques accessibles simultanément sur l'ensemble des DOM, des COM et de la France métropolitaine, il faut se rendre sur les sites internet de grandes organisations internationales, comme la Banque mondiale ou l'ONU. Ces organismes disposent de leur propre système de collecte, parfois de leurs propres estimations (l'ONU diffuse des estimations et des projections de populations détaillées pour les COM). Le champ des informations disponibles est assez restreint, les données ne sont pas toujours actualisées avec les dernières informations disponibles. Mais quoiqu'il en soit, ces organismes à leur manière assurent un service qui n'est rendu de manière équivalente par aucun site français (ou alors sur des thèmes spécifiques, quand l'organisme diffuseur est aussi producteur de l'information, comme ce que diffuse l'IEDOM-IEOM ou, autre exemple, le ministère de la Jeunesse et des sports).

L'autonomie des systèmes statistiques des COM a pour conséquence l'étanchéité des systèmes de diffusion. Chaque institut statistique est responsable pour la diffusion de ses propres données, et les passerelles sont exceptionnelles. Avec la dématérialisation en cours de l'Annuaire statistique de la France, quelques tableaux communs aux COM (statistiques de population issues des recensements, statistiques d'état-civil) devraient être bientôt accessibles sur le site d'INSEE.fr.

La diffusion dépend des produits préalablement définis. Tant qu'une offre de base cohérente aux DOM et aux COM ne sera pas construite, les conditions d'une diffusion exhaustive commune à l'ensemble de ces territoires ne seront pas réunies. Dans ce domaine aussi, la solution définitive est liée à l'émergence d'une structure statistique DOM-COM. Dans l'immédiat, en ce qui concerne INSEE.fr et aussi les autres sites ou portail de diffusion du système statistique, l'insertion la plus systématique possible de liens vers les sites des instituts territoriaux quand un thème concerne l'Outre-mer apporterait déjà une amélioration significative.

Au moins sur les DOM, là où en principe n'existent pas les obstacles organisationnels ou institutionnels qui pèsent sur une diffusion commune aux COM, des améliorations pourraient être facilement apportées à l'accessibilité aux données. On pourrait citer quelques exemples de tableaux ou bases accessibles depuis les sites de services statistiques –et d'INSEE.fr en particulier, pour lesquels les données des DOM sont manquantes, alors que les informations existent par ailleurs. Il s'agit réellement dans ce cas d'anomalies, qui devraient être systématiquement détectées et corrigées.

Préconisation 6

Demander aux services producteurs d'agir pour que les DOM soient systématiquement présents dans les tableaux et les bases comparatives mis en ligne sur Internet, lorsqu'une statistique couvre à la fois la métropole et les DOM.

4. Conclusion

Comme le prouvent les travaux présentés lors de la première conférence AFD/CEROM sur les économies d'outre-mer tenue le 26 juin dernier à Paris (<http://www.cerom-outremer.org>), l'information statistique disponible sur les DOM et COM est une information riche, qui autorise des analyses ou des diagnostics macro-économiques beaucoup plus élaborés qu'ils ne pourraient jamais l'être sur les régions métropolitaines. Le problème est que, hors du cercle des économistes ou des géographes, autrement dit des professionnels capables de contrôler, expertiser, transformer et élaborer eux-mêmes de l'information, une bonne partie de cette richesse statistique est inaccessible ou inexploitable. L'enjeu pour la statistique d'outre-mer, et en particulier celle des collectivités d'outre-mer, porte ainsi essentiellement sur l'accessibilité, vers un plus large public, d'une information qui soit disposée sous une forme cohérente, homogène, directement comparable d'un territoire à l'autre.

Rappel des préconisations :

1. Demander aux services producteurs de mieux spécifier la couverture des DOM pour les sources décrites dans les programmes statistiques présentés au CNIS, en précisant s'il y a régionalisation possible des résultats au niveau des DOM.
2. Mettre en ligne sur le site du CNIS les fiches par thème constituées par le groupe de travail ; actualiser régulièrement ces fiches avec l'aide des producteurs.
3. Demander aux services producteurs d'expliquer l'absence de couverture des DOM dans les dossiers d'enquête soumis au comité du label, particulièrement quand les enquêtes sont soumises à une obligation européenne.
4. Mettre en ligne sur le site du CNIS et actualiser régulièrement avec l'aide des instituts territoriaux le recensement des statistiques disponibles dans les COM.
5. Élaborer et diffuser une "offre de base cohérente de l'Outre mer", à l'aide d'informations rassemblées par le biais de l'INSEE et des instituts territoriaux pour les COM. Le SEOM, l'Insee et les services statistiques des ministères concernés examineront les modalités pratiques de réalisation de cet objectif et les moyens correspondants à mettre en place. La réussite de ce dispositif impliquera, de la part des collectivités, qu'elles s'associent à des investissements sur des thèmes actuellement peu développés mais pour lesquels l'intérêt commun est important, et qu'elles privilégient le choix d'approches techniques homogènes sur des thèmes d'intérêt commun.
6. Demander aux services producteurs d'agir pour que les DOM soient systématiquement présents dans les tableaux et les bases comparatives mis en ligne sur Internet, lorsqu'une statistique couvre à la fois la métropole et les DOM.

5. Annexes

5.1. Mandat du groupe

Mandat du groupe de travail

« État des lieux des statistiques d'outre-mer »

La formation « Statistiques régionales et locales » lors de son assemblée plénière du 22 septembre 2006 a formulé l'avis suivant :

Le Conseil soutient la mise en place d'un groupe de travail entre services afin de faire un état des lieux comparatif des statistiques dans les collectivités d'outre-mer et en France métropolitaine en vue d'adapter, quand cela est nécessaire, les statistiques nationales aux besoins spécifiques de ces territoires et, en particulier, aux besoins d'évaluation des politiques publiques.

1- Le mandat du groupe de travail

Le mandat du groupe de travail s'applique à l'ensemble des collectivités d'outre-mer : les départements d'outre-mer (La Réunion, Martinique, Guadeloupe et Guyane) et les autres collectivités que sont Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis et Futuna et Saint-Pierre et Miquelon.

Le groupe de travail devra dresser l'état des lieux des statistiques disponibles dans ces territoires en distinguant ce qui relève de la compétence de l'INSEE -DOM et Mayotte- et les autres collectivités ; pour ces dernières, l'état des lieux sera dressé à partir d'une saisine locale, initiée par le Ministère de l'outre-mer.

Le groupe de travail devra clarifier le champ des sources concernées : enquêtes nationales, le recensement de la population, fichiers statistiques (CLAP, RFL, DADS, etc.), sources administratives (ACOSS ou ASSEDIC par exemple). Au final, il s'agira de confronter l'offre de données concernant le contexte ultramarin constituant le cadre d'évaluation des politiques outre-mer aux besoins exprimés par les politiques publiques européennes, nationales et locales (conseils régionaux en particulier pour les DOM).

2- Composition du groupe de travail

Le groupe de travail est un groupe inter services. Il est composé du chef du département de l'Action régionale, du représentant de la mission DOM-TOM à l'INSEE, du correspondant DOM au département des comptes nationaux, d'un représentant de l'Inspection générale de l'INSEE, des directeurs des directions régionales de l'INSEE des Antilles-Guyane et de la Réunion, d'un représentant du Ministère de l'outre-mer, de représentants du SCEES, de la DARES, de l'IEDOM. D'autres services, avec lesquels les directions régionales de l'INSEE des DOM travaillent régulièrement, pourront être audités localement. Une contribution sur les programmes de travail à moyen terme sera demandée aux directions de l'INSEE. Il est animé par le chef de la division des Statistiques régionales, locales et urbaines.

3- Déroulement des travaux

Le groupe de travail se réunira selon un rythme bimestriel à partir de novembre 2006 et présentera un rapport d'étape à la formation "Statistiques régionales et locales" du CNIS en septembre 2007.

5.2. *Composition du groupe de travail*

François BOUTON	INSEE, département des comptes nationaux
Antoine CHASTAND	DARES
Philippe DOMERGUE	INSEE, Inspection générale
Jean GAILLARD	INSEE, directeur régional de l'INSEE de la Réunion
Gabriel GAMBLIN	INSEE, mission DOM-TOM
René JEAN	INSEE, directeur interrégional de l'INSEE Antilles-Guyane
Didier LAURENT	SCEES Toulouse
Martine LEVY	Ministère de l'Outre-mer
Patrick REDOR	INSEE, département de l'Action régionale
Olivier SIMON	IEDOM

5.3. *Besoins du CES, du SEOM*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES SERVICES LÉGISLATIFS ET ÉCONOMIQUES
Mission INSEE

Paris, le 16 mai 2007

Réf. CS/242

Statistiques d'Outre Mer
Thèmes à traiter de façon prioritaire

Lors de la réunion du 14 mars 2007, il avait été convenu que M. Paoletti transmettrait au groupe de travail mis en place par le Cnis la liste des thèmes prioritaires pour lesquels des statistiques harmonisées devraient être disponibles. Il s'agit à la fois, sur des sujets prioritaires, de disposer de statistiques lorsque celles-ci n'existent pas, et, dans les autres cas, d'harmoniser les concepts et les conditions de la mise à disposition afin que les utilisateurs puissent se procurer facilement l'information nécessaire à des comparaisons entre territoires (métropole, DOM et autres collectivités d'Outre Mer).

Priorité 1 :

Les principales **activités productives** dans l'Outre Mer devraient être suivies de manière harmonisée : pêche et aquaculture, secteur primaire, tourisme,... de même que les activités locales principales (perles,...). Il faut noter par exemple que le volume très important de la pêche Outre Mer est une donnée méconnue. L'ISPF a réalisé une fiche sur le tourisme (jointe en annexe) être généralisée à l'ensemble des territoires.

Les données **démographiques et sociales sont également** une priorité. En matière démographique, il semble que des prévisions **soient réalisées** seulement pour la Réunion. Or, celles-ci sont indispensables par grands groupes d'âge selon une méthodologie comparable pour chacun des territoires. Il faudrait également connaître le nombre de Français vivant à l'étranger.

De même, des données comparables et régulièrement actualisées sur l'activité et le **chômage sont nécessaires**. Il est clair que le cadre institutionnel, variable selon les territoires, est une réelle difficulté (ainsi, il n'existe pas de système d'indemnisation du chômage ni de RMI en Polynésie) mais quelques indicateurs sont nécessaires en particulier pour suivre les évolutions conjoncturelles.

Priorité 2 :

En matière de **dépenses et de recettes publiques**, un système d'information modeste mais harmonisé devrait être proposé à l'ensemble des collectivités (jusqu'aux communes). Actuellement, des informations existent mais il s'agit de données brutes qui ne sont pas comparables d'une collectivité à l'autre. La fiscalité qui a des spécificités locales doit relever des instituts locaux mais il serait souhaitable de distinguer au moins ce qui relève de la fiscalité directe/indirecte. La TVA, qui existe partout bien qu'à des taux différents (sauf en Nouvelle Calédonie où elle doit être mise en place), pourrait fournir un indicateur conjoncturel commun à l'ensemble des territoires. Le **PIB** devrait être disponible pour chacune des principales collectivités avec un délai raisonnable (actuellement, le PIB de la Polynésie est connu seulement pour 2003).

Priorité 3 :

A plus long terme, les principales collectivités devraient mettre en place, en liaison avec la Banque de France, des statistiques de balance des paiements (ce qui semble être le cas en Polynésie et en Nouvelle Calédonie).

Il serait utile qu'un recensement de l'information disponible soit réalisé en priorité sur ces différents thèmes. L'objectif est de voir comment mettre en place un dispositif d'information lorsqu'il n'existe pas et, lorsque certaines informations existent, d'évaluer leur qualité et de proposer une méthodologie commune par une mise en commun des travaux réalisés par chaque collectivité.

Au-delà de l'existence de l'information, il faut harmoniser les conditions de sa mise à disposition afin que les utilisateurs puissent facilement procéder à des comparaisons entre territoires et à des agrégations.

Le groupe de travail devra distinguer, dans le travail d'harmonisation à effectuer, ce qui relève du CEROM et le reste. Celui-ci doit néanmoins favoriser la concertation entre les instituts statistiques.

M. Paoletti souhaite qu'un point soit fait sur le sujet lors de la réunion de la formation statistiques régionales et locales de septembre et qu'un avis spécifique aux statistiques de l'Outre Mer soit proposé. Ce sujet devrait également être abordé lors du prochain séminaire du CEROM en vue de propositions opérationnelles.

le CNIS et les statistiques outre-mer : progrès et attentes

Le système statistique national fait l'objet depuis une année de nombreuses critiques relatives aux carences de données répondant aux besoins d'évaluation des politiques publiques outre-mer et tout particulièrement dans les DOM. Cette situation conduit à prévoir un changement significatif dans les modalités de prise en compte de l'outre-mer dans la statistique nationale.

En outre les exigences communautaires vis-à-vis de la production de données comparables dans de nombreux domaines conditionnent l'attribution de montants importants d'aide publique alors même que l'ordre juridique et le positionnement de ces régions dans leur environnement géographique soulignent l'enjeu majeur de l'existence de statistiques fiables, régulières et récentes répondant aux normes de la statistique européenne outre-mer.

Cette existence constitue un attribut de tout pays développé et par conséquent un signe de l'appartenance des collectivités ultramarines à l'ensemble France.

À ce titre l'évolution de ces derniers mois conduit aux observations suivantes :

1. Un constat **de progrès** avec la mise en place sous l'égide du CNIS d'un groupe de travail entre services chargé d'établir un **état des lieux comparatif** des statistiques dans les collectivités d'outre-mer et en France métropolitaine pour adapter si nécessaire les statistiques du nationales aux besoins spécifiques de ces territoires et en particulier aux besoins d'évaluation des politiques publiques.

De ce point de vue il importe d'une part de **veiller** à ce que les travaux débouchent effectivement sur un rapport et des propositions qui seront **examinés par le CNIS au dernier trimestre 2007**, et d'autre part à ce qu'ils **intègrent pleinement l'outre-mer dans le système européen** notamment s'agissant des indicateurs issus soit de la stratégie de Lisbonne, en particulier ceux de l'emploi qui semblent exclure les DOM, soit de la méthode ouverte de coordination de la protection sociale et de l'inclusion, compte tenu des caractéristiques socio ce qui ont ou démographiques de ces régions. Il faut **sans cesse souligner** que le cadre juridique de région ultra périphérique admise à disposer de dérogations conduit à des **obligations renforcées** en matière de justifications en termes de proportionnalité et de nécessité insérant les DOM dans un cadre obligé **de quantification** s'appuyant sur des besoins renforcés en matière d'indicateurs.

2. une vigilance singulière reste à exercer sur l'ensemble des travaux du CNIS ¹en termes **d'approche transversale permettant de territorialiser les effets et conséquences des projets des formations spécialisées du CNIS dans les divers domaines** avec une attention particulière portée aux thèmes suivants inclus dans le programme de travail du CNIS :

- la refonte des **statistiques d'entreprise** avec RESANE compte tenu de l'appui sur les données d'origine administrative semble requérir un appui technique particulier ;
- la question du **suivi des flux migratoires** est important à un double titre :
 - a. l'importance de l'immigration irrégulière dans certaines collectivités (Guyane, Mayotte) ;
 - b. les migrations de mobilité géographique des ultra-marins ou métropolitains dans sa composante de ressource de main d'œuvre qualifiée et de formation ou d'atténuation des tensions sur les marchés locaux de l'emploi notamment dans certaines collectivités (La Réunion, SPM);

¹ Cf.avis sur les programmes statistiques 2007 n°101 février 2007.

- **L'indice du coût du travail** pour lequel le CNIS a exprimé le souhait qu'il fasse l'objet d'une diffusion large et auquel l'opportunité de **la création d'Observatoires des prix et des revenus** offre des possibilités si l'indice est pertinent pour les DOM ;
- Le calage des **statistiques du chômage** et leurs définitions avec les écarts entre celles-ci, compte tenu du lien entre les mesures publiques diverses et le taux de chômage et notre capacité à conduire des travaux économétriques sur les effets emploi de dispositifs spécifiques d'intervention ; à cet égard toute diffusion souhaitable des résultats de l'enquête emploi annuelle dans les DOM , avec la restitution des tableaux de chiffres nécessite au préalable des explications permettant d'assurer la réconciliation des résultats ;
- Sur l'**environnement** une mobilisation des services est requise pour mieux connaître la situation **des zones exposées aux nuisances et aux risques** plus souvent naturels que technologiques outre-mer ; les données sur les **déchets** sont utiles car liées au bénéfice de l'allocation spécifique du FEDER ;
- La connaissance des trajectoires des **bénéficiaires des minima sociaux** doit **impérativement couvrir les DOM** compte tenu de leur forte représentativité ;
- L'inclusion des DOM dans le choix de **monographies** pour améliorer la connaissance pour les **déchets** ou le secteur des **transports** est-elle prévue ?;
- Sur le tourisme : le **schéma de la demande touristique** française concerne-t-il les DOM ? La mise à disposition des informations sur la connaissance de **l'emploi généré** par le tourisme devrait inclure l'outre-mer : est-ce le cas ? la nécessité d'exprimer nos préoccupations quant au caractère peu systématique de **l'observation touristique régionale** outre-mer au vu de la situation des dernières années.
- **En matière d'urbanisme, d'équipement, de logement** : la connaissance des **marchés locaux de l'habitat** ainsi que le **suivi statistique de la construction neuve**, **l'enquête sur le parc locatif social** sont des **outils essentiels pour l'évaluation** des interventions financières massives de l'État dans ce domaine ; **l'indice du coût de la construction** inclut-il les DOM ? Ce seront des questions à soumettre à la réflexion des futurs observatoires.

les lacunes statistiques relevées par les audits de modernisation sur l'outre-mer

Les audits de nation modernisation ont porté sur 3 en en champs principaux des politiques publiques intéressant l'outre-mer :

- les exonérations de charges sociales patronales ;
- la défiscalisation des investissements ;
- le logement social.

Les rapports analysés pour ce relevé ont été établis par les corps d'inspection générale des finances, de l'administration, des affaires sociales et du conseil général des ponts et chaussées. Le rapport d'étape de la CNELPOM² reprend pour l'essentiel ces critiques en les assortissant de propositions.

Il est intéressant de noter que les carences identifiées éclairent concrètement la perspective d'une production croissante de statistiques issues de données de sources administratives et expriment peu la préoccupation de disposer d'outils quantifiés élaborés de pilotage et d'évaluation des dispositifs à l'opposé de la démarche privilégiée par le CES en termes d'indicateurs.

1. rapport d'audit sur les exonérations de charges sociales

- Absence de modèle macro-économique pour le calcul du coût net des exonérations outre-mer ;
- insuffisante qualité de la collecte des données auprès des entreprises ;
- besoin d'enrichissement des conditions d'exploitation des bases de données :
 - demande d'indexation pertinente des données de l'ACOSS nécessaire à l'analyse économique des exonérations ;
 - demande de mettre l'ACOSS en mesure de procéder à l'analyse de la masse salariale par tranche de salaire dans son propre champ à partir de l'exploitation des DADS.

2. rapport d'audit sur la défiscalisation des investissements outre-mer

- Absence de connaissance :
 - du montant total des investissements défiscalisés chaque année ; l'explosion de plein droit à l'impôt sur le revenu n'est pas quantifiée ;
 - de l'origine de la dépense fiscale s'agissant des bénéficiaires du dispositif de défiscalisation faute d'exploitation c'est-à-dire d'un fichier informatisé des données issues des déclarations fiscales ;
- Incapacité de mesurer la contribution du dispositif à la création d'emplois qui constitue une des conditionnalités du dispositif ;
- Besoin de disposer des outils permettant de pallier le défaut d'enregistrement informatique et offrant une possibilité de traitement statistique ;
- affirmation que la priorité est d'abord de bâtir un outil d'évaluation donc de suivi avec la demande de construire un système statistique pérenne c'est-à-dire une base de données globale pouvant

² Commission nationale d'évaluation de la loi de programme constituée de parlementaires et de représentants des administrations.

être mobilisée à des fins statistiques ; cette demande nouveau vaut aussi bien pour le logement défiscalisé des ménages que pour les investissements productifs défiscalisés des entreprises.

- Critique de l'appareil statistique malgré le CEROM soulignant l'exigence qu'il ait atteint une plus grande maturité pour envisager avec le minimum de rigueur requis la production d'évaluations.

3. *rapport d'audit sur le logement social*

Absence de critique en matière statistique sauf en ce qui concerne la connaissance des types de logements et les bénéficiaires dans le cadre de la défiscalisation ainsi que l'impossibilité d'identifier précisément les coûts et donc l'impact du financement public sur le niveau des prix du foncier et de l'immobilier.

Le rapport s'inscrit dans une démarche de recherche d'adéquation globale des moyens aux besoins et ne procédant pas d'une démarche d'évaluation de l'efficacité, de l'efficience ou de l'impact des divers outils dans chaque territoire est moins exigeant en données autres que démographiques ou financières.

Sur le logement les autres travaux de bilans semblent mettre en lumière l'absence de statistiques sur les coûts dans une approche des marchés locaux.

5.4. Accord cadre INSEE-SEOM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
Direction des affaires économiques, sociales
et culturelles
27 rue Oudinot
75358 PARIS 07 SP

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Direction générale
18 boulevard Adolphe Pinard
75675 PARIS CÉDEX 14

ACCORD CADRE

entre le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la Direction générale de l'Insee.

PRÉAMBULE

L'Institut national de la statistique et des études économiques conduit un important programme d'enquêtes qui vise à mieux connaître la démographie, les ressources et les conditions de vie de la population française, ainsi que la situation des citoyens en regard de l'emploi. Il vise à répondre aux obligations faites à l'Insee en matière d'élaboration de la statistique européenne et nationale.

Ce programme est progressivement étendu à l'ensemble des départements d'outre-mer, territoires pour lesquels l'Insee consent à un effort particulier en :

- Effectuant chaque année une enquête sur l'emploi et le chômage auprès d'échantillons suffisamment importants (environ 5 000 ménages par DOM) pour disposer d'une information complète et détaillée au niveau de chacun des DOM
- Y étendant progressivement toutes les autres enquêtes de son programme (Logement, Budget des familles, Handicaps et santé, Vie quotidienne et santé - Illettrisme, ...) avec des échantillons, garantissant une bonne qualité des résultats au niveau "Ensemble des DOM".

Aucun autre département français ne bénéficie d'une telle couverture. Cependant, la préparation et l'évaluation des politiques spécifiques conduites au niveau de ces territoires nécessitent de disposer d'une information fiable pour chaque DOM. Des soutiens financiers apportés ponctuellement par telle ou telle collectivité locale ont permis, certaines années, de répondre à ce besoin pour une partie des territoires.

L'accord conclu entre le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et l'Insee vise à une meilleure connaissance des réalités démographiques, sociales et économiques de chacun des quatre départements d'outre-mer, en s'appuyant sur le programme national d'enquêtes réalisé par l'Insee. Il donnera, à la fois, une pérennité et une bonne visibilité aux travaux engagés par l'Insee et une meilleure prise en compte des besoins du Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Article 1 - Le présent accord cadre règle les rapports entre :

- Le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales représenté par Philippe LEYSSENE, directeur des affaires économiques, sociales et culturelles
- La Direction générale de l'Insee représentée par Jean-Michel CHARPIN, directeur général

en vue d'assurer la contribution du Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales au financement de l'extension des échantillons des enquêtes auprès des ménages que l'Insee réalise dans les DOM, dans le cadre de son programme de travail annuel. L'objectif est d'assurer une meilleure connaissance des réalités démographiques, économiques et sociales de l'outre-mer en s'appuyant sur le programme national d'enquêtes réalisées par l'Insee. Son champ peut, si nécessaire, dépasser le strict cadre des enquêtes auprès des ménages et concerner les entreprises, le tourisme et les autres activités productives.

Pour favoriser l'exploitation de la masse croissante de données disponibles, il pourra également contribuer à la réalisation de travaux particuliers relevant de traitements spécifiques et d'analyse des données et résultats d'enquêtes disponibles pour satisfaire notamment aux besoins d'évaluation des interventions publiques.

Article 2 - Principes généraux.

A l'automne de chaque année n, le programme prévisionnel d'enquêtes de l'année n+2 et au-delà, sera présenté au Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à l'occasion d'une réunion à Paris, associant les représentants du Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, les directeurs régionaux de l'Insee dans les DOM et les cadres concernés de la direction générale de l'Insee. Une consultation des préfets de chacune des quatre régions sera assurée localement selon les modalités les mieux adaptées.

Dans les 2 mois qui suivent cette réunion, le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales informera officiellement l'Insee de sa demande d'extension d'échantillons des enquêtes prévues pour l'année n+2 ainsi que des travaux complémentaires d'exploitation des fichiers existants à prévoir pour l'année n+2. Cette demande sera formalisée par l'établissement d'une convention spécifique à chaque enquête ou travail complémentaire d'exploitation des fichiers existants.

Cette convention précisera en particulier le nombre supplémentaire de ménages à interroger dans chaque département, la part de financement qui en découle pour le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, établie à partir d'un devis fourni par l'Insee, le calendrier de mise à disposition des crédits et le calendrier de réalisation de l'enquête, par l'Insee, incluant la date de disponibilité des résultats. Les travaux complémentaires devront similairement faire l'objet de conventions spécifiques.

Chaque convention spécifique devra préciser les produits attendus et les conditions de diffusion et de publication éventuelle.

Cette convention devra être signée au plus tard en mars de l'année n+1 pour avoir un effet sur la réalisation de l'extension des enquêtes de l'année n+2 ainsi que des travaux complémentaires éventuels et permettre d'inscrire dans les BOP des directions régionales leur financement global.

Article 3 - Droits sur les travaux.

L'Insee conserve de plein droit la maîtrise de l'organisation de l'enquête et autres travaux, de la méthodologie mise en œuvre pour leur réalisation et sur la diffusion des résultats.

En particulier, aucun fichier de données ne sera communiqué au Ministère de l'intérieur, de

l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Article 4 - Modifications

Toute modification aux dispositions du présent accord cadre devra faire l'objet d'un avenant.

Article 5 - Dénonciation.

Le présent accord cadre peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Article 6 - Litiges.

Tout litige opposant les signataires dans l'exécution de cet accord cadre fera l'objet d'un règlement amiable entre eux.

Fait à Paris en 4 exemplaires, le

2007

Le Directeur de la DAESC

Le Directeur général de l'Insee

Philippe Leyssene

Jean-Michel Charpin

5.5. *Thèmes de la base TER*

Espace régional

- Histoire et géographie
- Climat
- Infrastructures
- Circonscriptions administratives
- Les villes
- Espaces urbains - espaces ruraux
- La région et la France
- La région et l'Europe

Environnement

- Milieux naturels
- Qualité de l'air
- Qualité de l'eau
- Déchets
- Risques naturels et technologiques
- Emplois environnementaux
- Faune et flore

Population

- Évolution de la population
- Âges
- Natalité - fécondité
- Mortalité - espérance de vie
- Situation matrimoniale
- Ménages
- Catégories socioprofessionnelles
- Étrangers et immigrés

Conditions de vie

- Sports - loisirs
- Culture
- Patrimoine

Logement

- Parc des logements
- Confort et occupation des logements
- Financement du logement

Enseignement - Formation

- Effectifs scolarisés
- Établissements et enseignants
- Enseignement supérieur
- Diplômes
- Formation en alternance

Santé

- Équipements sanitaires
- Professionnels de santé
- Activité hospitalière
- Équipements sociaux
- Causes de décès
- Accidents

Justice - Délinquance

- Criminalité et délinquance constatées
- Activités judiciaires
- Détention - population incarcérée

Emploi

- Population active
- Emploi par secteur d'activité
- Emploi public
- Chômage - marché du travail

Revenus

- Revenus fiscaux
- Salaires
- Prestations sociales
- Retraites

Économie générale - PIB

- Valeur ajoutée brute et PIB

Commerce extérieur

- Importations - Exportations
- Clients et fournisseurs

Collectivités locales

- Budget de la région
- Budget des communes
- Fiscalité
- Intercommunalité

Appareil productif

- Dénombrements d'établissements
- Les grands établissements
- Créations d'entreprises
- Survie, cessations et défaillances d'entreprises
- Artisanat

Agriculture

- Utilisation du sol
- Population agricole
- Exploitations agricoles
- Revenus agricoles
- Productions animales
- Productions végétales

Pêche

- Armement - marins pêcheurs
- Pêches maritimes

Énergie

- Production
- Infrastructures
- Consommation

Industrie - Construction

- Établissements industriels
- Indicateurs industriels
- Construction
- Travaux publics

Tertiaire

- Commerce
- Services non financiers et financiers
- Recherche et développement

Transports

- Établissements de transports
- Infrastructures
- Transports de voyageurs
- Transports de marchandises
- Véhicules et matériels de transport

Tourisme

- Capacité d'accueil
- Fréquentation
- Fréquentation des principaux sites touristiques
- Plaisance

5.6. *Fiches sources*

Urbanisme, équipement, logement

A - Couverture métropole

Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole, résultats régionalisables

Périodicité : trimestrielle

Description : suivi de la commercialisation des logements neufs destinés à la vente aux particuliers.

Exploitation de l'information statistique sur les transactions dans l'ancien et le neuf (Existan)

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle.

Description : EXISTAN est une enquête annuelle assurant le suivi des ventes de logements neufs et anciens ayant fait l'objet d'une mutation onéreuse décrite par un extrait d'acte de mutation. L'enquête fournit des informations sur le nombre de ventes et les prix des logements selon plusieurs critères (type et taille de logement, type de taxe, statut d'occupation, etc.). L'enquête a été arrêtée après l'exploitation de l'année 2000.

Un projet est en cours, en partenariat avec la DGI, pour substituer à cette enquête une exploitation de la base nationale de données patrimoniales (BNDP). L'exploitation de la BNDP pourra fournir des résultats non seulement sur le marché des logements neufs ou anciens, mais aussi celui des terrains et des bâtiments non résidentiels.

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Enquête logement

Producteur : INSEE

Champ géographique : métropole + DOM (4 000 logements dans l'échantillon national), possibilité d'extensions régionales

Périodicité : tous les quatre ans, dernière enquête en 2006.

Description : décrire les conditions de logement des ménages et leurs dépenses en logement.

Fiches sources thématiques

FILOCOM (Fichier des LOgements par COMmunes)

Description : fichier construit par la Direction Générale des Impôts (DGI) pour les besoins du ministère de l'équipement. Il est constitué par le rapprochement du fichier de la taxe d'habitation (TH), du fichier foncier (pour ce qui concerne les propriétés bâties soumises à la TH), du fichier des propriétaires (idem) et du fichier de l'impôt sur les revenus des personnes physiques (IRPP ou IR).

Travaux en cours pour l'amélioration du suivi longitudinal.

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM, mais les données des DOM ne sont pas exploitées pour GEOKIT

<http://www.certu.fr/ROOT/customer/acteurs/documents/pdf00000095.pdf>

SITADEL (Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux)

Description : Le document de base est le formulaire de demande de permis de construire. L'information est collectée au niveau local, par les services instructeurs (mairies, Directions départementales de l'équipement) et transmise aux services statistiques des Directions régionales de l'équipement.

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

<http://sitadel.application.equipement.gouv.fr/SitadelWeb/Sitadel>

EPLS (Enquête sur le parc locatif social)

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle.

Description : photographie du parc locatif social au 1er janvier de l'année.

Enquête sur les investissements en BTP des collectivités locales (COLLOC)

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle.

Description : enquête auprès des collectivités locales (région, département, commune et groupements intercommunaux) sur leurs prévisions d'investissements en bâtiment et travaux publics. L'enquête porte sur les budgets primitifs de l'année N et de l'année N-1.

Fiches sources thématiques

Enquête sur le prix des terrains à bâtir

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle.

Description : par le passé, le SESP avait déjà mené une enquête sur le prix des terrains à bâtir. Celle-ci a été abandonnée en 1996, à un moment où la demande d'informations concernant le foncier était peu importante. La nouvelle enquête EPTB a été lancée en juin 2006 ; les résultats pour 2006 sont annoncés pour la fin de l'été 2007.

Suivi statistique des mutations de biens immobiliers (projet BNDP)

Description : le SESP a démarré en 2004 une collaboration avec la direction générale des impôts, afin de construire un suivi statistique des mutations de biens immobiliers à partir des actes notariés centralisés dans la future base nationale de données patrimoniales (BNDP). La mise en place n'interviendra pas avant 2008, voire 2009. Une alternative de court terme mais coûteuse, a été construite à partir des bases de données notariales. Sur financement de la DGUHC, le SESP a acquis les données détaillées de la base PERVAL pour les années 2000, 2002 et 2004 (l'acquisition des données 2006 est prévue pour l'été 2007), qui couvre tout le territoire hors Île-de-France, Corse et DOM ; pour l'Île-de-France ; la base BIEN a été achetée pour les mêmes années. Les informations contenues dans ces bases portent sur les transactions de maisons, d'appartements, de terrains agricoles ou non, et les bâtiments non résidentiels (garages, locaux d'activité, etc.).

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole + DOM (à l'aboutissement du projet BNDP), résultats régionalisables attendus

Transports, tourisme

L'INSEE (département des activités tertiaires) a en projet la constitution d'un outil permettant d'observer l'ensemble des hébergements touristiques, en collaboration avec l'UNAT (union nationale des associations de tourisme) et l'ONT (observatoire nationale du tourisme).

A - Couverture métropole

Enquête nationale sur les transports et les déplacements

Producteur : SESP (ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer)

Champ géographique : métropole

Périodicité : décennale (1966-67, 1973-74, 1981-82, 1993-94, 2007)

Description : connaissance des déplacements des ménages résidant en France métropolitaine et de leur usage des moyens de transport tant collectifs qu'individuels.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

Producteur : INSEE + direction du Tourisme,

Champ géographique : métropole, résultats régionaux

Périodicité : mensuelle, sur les cinq mois d'été (de mai à septembre)

Description : étudier la fréquentation dans l'hôtellerie de plein air en France (volume : arrivées/nuitées, taux d'occupation et composition par clientèles étrangères). Seuls les terrains avec emplacements de passage sont enquêtés.

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

Producteur : INSEE + direction du Tourisme

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionaux

Périodicité : mensuelle

Description : observation conjoncturelle de la fréquentation dans l'hôtellerie et l'étude de la structure de la clientèle.

Enquête sur les flux touristiques aux frontières

Producteur : INSEE en partenariat avec les Comités régionaux du tourisme

Champ géographique : Réunion, Guadeloupe, Guyane et Mayotte, résultats régionaux

Périodicité : enquête permanente

Description : observation des flux de touristes au départ des aéroports et ports par interrogation directe des voyageurs. Caractérisation, mesure des dépenses des touristes. Une enquête du même type existe en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna.

Santé, protection sociale

A - Couverture métropole

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Enquête HID-Santé, enquête Santé

Producteur : INSEE + DREES

Champ géographique : métropole, couverture des DOM si demande d'extensions régionales (fortes différences entre les caractéristiques des DOM et celles de la métropole, enquête HID Réunion 2004)

Périodicité : dispositif d'enquêtes quinquennales sur la santé avec en alternance une enquête Handicap-santé tous les dix ans sur le modèle de l'enquête HID, une enquête Santé tous les dix ans sur le modèle de l'enquête décennale sur la santé et les soins médicaux. En cours, préparation de l'enquête HID-Santé 2008.

Description : Volet handicap : mesurer le nombre des personnes en situation de handicap ; évaluer le "désavantage" vécu par les personnes handicapées ; relever la nature, la quantité et l'origine des aides existantes ainsi que les besoins non satisfaits ; évaluer les flux d'entrée et de sortie en incapacité. Volet Santé : mesurer certains indicateurs annexés à la loi de santé publique ; intégrer les modules élaborés par Eurostat : questions sur les maladies chroniques, déterminants de la santé, consommation médicale et prévention.

Source CAF (Caisses d'Allocations Familiales)

Description : les CAF gèrent les prestations légales, dont les barèmes et les conditions d'attribution sont fixés nationalement (allocations familiales, allocations logement, etc.), et des aides d'action sociale (aides financières individuelles ou interventions de travailleurs sociaux), gérées par chacune des CAF et dont les conditions d'attribution sont spécifiques à chaque caisse (par exemple, des aides au logement, dont les seuils de versement varient suivant les actions et les politiques locales). Les CAF versent aux personnes rattachées au régime général l'ensemble des prestations familiales et l'allocation adulte handicapé. Elles versent à l'ensemble de la population non agricole (donc y compris aux personnes relevant des régimes spéciaux : fonction publique d'État, SNCF, EDF-GDF et RATP) les prestations suivantes : l'ensemble des aides au logement, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA), l'allocation de garde d'enfants à domicile (AGED) et le RMI.

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

<http://www.cnaf.fr/gestionhome/servlet/ServletDisplayFrameSet?codeOrga=001&URL=%2Fweb%2FWebCnaf.nsf%2FVueLien%2FDONNEESANNUELLES%3Fopendocument>

Fiches sources thématiques

Source MSA (Mutualité Sociale Agricole)

Description : la MSA est une organisation professionnelle gestionnaire du service public de la protection sociale des agriculteurs et des salariés agricoles. Elle repose sur une structure décentralisée, avec au niveau national, une Caisse Centrale, au niveau départemental ou pluri-départemental, des caisses de MSA et de nombreuses agences locales au contact des assurés du monde agricole.

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

http://www.msa.fr/files/msafr/msafr_1120236405966_ANNUAIRES_STATISTIQUES_NATIONAUX_VOLET_3.pdf

Source CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse)

Description : la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) gère la branche retraite du régime général de la sécurité sociale (retraite de base des salariés du commerce, de l'industrie et des services).

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Recueil statistique disponible auprès de la direction de l'actuariat statistique. Base documentaire lotus de statistiques nationales et régionales, consultable à la CNAV et dans les CRAM.

http://www.cnnav.fr/5etude/f_stats.htm

Industries, IAA, énergie, système productif, commerce, services

A - Couverture métropole

L'énergie dans les régions françaises

Description : production d'énergie primaire dans les régions, consommation d'énergie finale, par forme d'énergie, consommation d'énergie finale, par secteur consommateur, consommation finale, par habitant.

Producteur : MINEFI - Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières - Observatoire de l'énergie

Champ géographique : métropole

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/accueil-regions.htm>

Enquête Observation des prix de l'industrie et des services aux entreprises

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Périodicité : enquête est mensuelle pour l'industrie, trimestrielle pour les services

Description : Les indices de prix à la production mesurent l'évolution des prix de transaction de biens ou de prestations issus des activités de l'industrie ou des services, vendus sur les marchés domestique et non-domestique ou importés.

Enquête "Innovation" (CIS)

Producteur : SESSI, SCEES, INSEE, DEP

Champ géographique : France métropolitaine

Périodicité : tous les quatre ans, prochaine enquête en 2011

Description : les objectifs de l'enquête sont de fournir des informations sur la fréquence de l'innovation dans les entreprises françaises et de décrire des aspects particuliers du processus d'innovation.

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

Enquête sur les "Technologies de l'information et de la communication" (Tic)

Producteur : INSEE, SESSI et SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Périodicité : annuelle

Description : l'enquête TIC vise à mieux connaître l'informatisation et la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises. Elle cherche notamment à apprécier la place des outils nouveaux dans les relations externes de l'entreprise (Internet, commerce électronique) et dans leur fonctionnement interne (réseaux, systèmes intégrés de gestion).

Enquête annuelle d'entreprise dans les DOM

Producteur : INSEE

Champ géographique : DOM

Périodicité : annuelle

Description : recueil des principales données sur la structure des entreprises de l'industrie, des IAA, du BTP et des transports. L'enquête répond aux besoins d'analyse macro-économique (comptes régionaux des DOM) et à des besoins d'analyse sectorielle.

Évolution : Projet de refonte en cours avec le programme RESANE (2009).

Les résultats économiques des entreprises à Mayotte

Producteur : INSEE

Champ géographique : Mayotte

Périodicité : annuelle

Description : Exploitation annuelle des DADS sur un panel constitué des entreprises mahoraises ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel de 150 000 €, 'au moins une fois depuis 1995. Elles représentent 96% du CA de l'ensemble des entreprises locales.

Enquête sur les liaisons financières entre sociétés, exercice 2006 (LIFI)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : l'enquête vise à identifier les groupes de sociétés opérant en France et à déterminer leur contour. Le questionnement porte essentiellement sur la liste des filiales et des participations, sur la ventilation de l'actionnariat en grandes catégories ainsi que sur les principaux actionnaires personnes morales des sociétés privées.

Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises (SINE)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables, possibilité d'extensions régionales

Périodicité : Le dispositif SINE suit tous les quatre ans, une cohorte de nouvelles entreprises et procède à trois interrogations de ces entreprises (l'année de la création de l'entreprise, trois ans après la création, cinq ans après la création). Trois générations ont été suivies : 1994, 1998 et 2002. La cohorte 2006 est en cours pour la première interrogation. La deuxième interrogation aura lieu en 2009 et la troisième en 2011.

Description : l'enquête analyse les conditions de développement, les problèmes rencontrés par les jeunes entreprises lors des cinq premières années de leur existence et les effets sur l'emploi des créations d'entreprises.

Fiches sources thématiques

Enquête régionale "Besoins en services des établissements du commerce et des services"

Producteur : INSEE

Champ géographique : entre 1995 et 2004, neuf enquêtes régionales, dont une dans les DOM (Martinique, 2002).

Périodicité : enquête ponctuelle

Description : Connaître les pratiques actuelles et projetées des établissements régionaux en matière de recours aux services aux entreprises, identifier les attentes des entreprises régionales en matière d'offre locale de services, mesurer l'adéquation entre l'offre et les besoins.

Répertoire des entreprises et des établissements - SIRENE (REE-SIRENE)

Description : La démographie économique dénombre les populations d'entreprises et d'établissements. Elle observe également leur renouvellement, par le biais des "naissances" et des "décès", et les principaux événements au cours de leur existence (transfert, reprise, développement etc.). Le Répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE : Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements), est en France le point de départ du dispositif d'études de la démographie des entreprises et des établissements. Il gère un identifiant unique attribué aux personnes morales et physiques, le numéro SIREN, ainsi qu'à chacun de leurs établissements, le numéro SIRET.

Producteur : INSEE

Champ géographique : métropole, DOM, Saint-Pierre-et-Miquelon, extension à Mayotte à partir de 2007. Des répertoires sont gérés également pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.

Connaissance locale de l'appareil productif (CLAP)

Description : CLAP est chargé de localiser l'ensemble de l'activité économique au travers des effectifs et des rémunérations. CLAP comprend l'ensemble des entreprises et des établissements employeurs ou non-employeurs, dès lors qu'ils ont eu au moins un jour d'activité dans l'année d'exercice. L'emploi salarié est couvert exhaustivement, hors agriculture, défense nationale et salariés des particuliers employeurs.

Producteur : INSEE

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Enquête trimestrielle de conjoncture économique

Producteur : IEDOM, IEOM

Champ géographique : DOM, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Wallis-et-Futuna

Périodicité : tous les trimestres, publication le trimestre t+1.

Description : décrire l'évolution de l'activité par secteur d'activité au regard d'informations qualitatives fournies par les chefs d'entreprises au travers d'un indicateur synthétique : le solde d'opinion.

Environnement

A - Couverture métropole

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Base EIDER (ensemble intégré des descripteurs de l'environnement régional)

Description : la base EIDER rassemble l'information environnementale disponible au niveau des régions et des départements, sous forme de séries statistiques réparties par grandes thématiques (air, eau, déchets, faune et flore, sols, etc.). Plus de 150 domaines, organisés en quelque 1 650 séries, sont actuellement explorés.

Producteur : IFEN

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

<http://www.ifen.fr/donIndic/donneesReg/donneesReg.htm>

Enquête Collectivités locales et environnement, volet eau et assainissement

Producteur : Institut français de l'environnement (IFEN) en partenariat avec le SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : tous les trois ans environ entre deux recensements agricoles

Description : l'enquête doit permettre d'améliorer la connaissance de la gestion de l'eau dans le secteur public français

http://agreste.agriculture.gouv.fr/page_accueil_82/donnees_ligne_2.html

Emploi, revenus

A - Couverture métropole

Revenus fiscaux des ménages

Description : la production de statistiques locales sur les revenus fiscaux des ménages est obtenue après l'exploitation exhaustive des déclarations de revenus et de la taxe d'habitation fournies par la Direction générale des impôts. Le rapprochement de ces deux fichiers permet le passage du foyer fiscal à la notion de " ménage fiscal ". Il se définit comme un ménage ordinaire constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement (taxé au titre de résidence principale pour la Taxe d'Habitation).

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Projet "Revenus disponibles localisés"

Description : l'objectif du projet RDL est de calculer des indicateurs de revenus disponibles -notamment le taux de pauvreté- jusqu'au niveau départemental, comparables à ceux publiés par l'INSEE au niveau national. La première diffusion est prévue pour la fin 2007.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Dispositif SRCV (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Périodicité : annuelle

Description : le dispositif SRCV est la partie française du système communautaire EU-SILC (Community statistics on income and living conditions). Il a pour objectif de produire, pour chaque pays de l'Union européenne, une base de données sur les revenus et les conditions de vie ; il permet de mener des études comparatives sur les inégalités et l'impact des politiques sociales et fiscales sur la redistribution des revenus.

Enquête sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires (ECMOSS)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Périodicité : annuelle

Description : l'enquête a pour objectif le suivi annuel de la structure des rémunérations, du coût du travail et du temps de travail. Elle vise également à produire des statistiques structurelles européennes sur ces sujets.

DMMO (déclarations de mouvements de main-d'œuvre)

Description : les mouvements d'entrée et de sortie de personnel dans les entreprises sont connus à travers la déclaration des mouvements de main-d'œuvre (DMMO). La

Fiches sources thématiques

DMMO est mensuelle et obligatoire (inscrite au code du travail). Elle concerne tous les établissements de 50 salariés et plus du secteur privé et semi-public.

Producteur : INSEE - DARES

Champ géographique : France métropolitaine

Taux chômage trimestriels régionaux et départementaux

Description : taux de chômage au sens du BIT, taux en fin de trimestre corrigé des variations saisonnières et taux en moyenne annuelle.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Estimations d'emploi

Description : estimations d'emplois salariés et non salariés au 31 décembre. Nombre de personnes en emploi au sens du recensement, comptabilisé au lieu de travail.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionaux, départementaux et par zone d'emploi. Résultats disponibles avec un moindre détail pour les DOM (pas de ventilation sectorielle des non salariés, pas de données par genre).

Évolutions : refonte en cours avec le projet ESTEL (2009). Améliorations attendues : résultats plus détaillés, résultats au lieu de résidence et au lieu de travail, rapprochement avec les concepts BIT.

Enquête sur l'emploi dans les DOM

Producteur : INSEE

Champ géographique : DOM, extension envisagée à Mayotte en 2009.

Périodicité : annuelle

Description : Le principal objectif de l'enquête sur l'emploi est de fournir des statistiques annuelles sur le chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) ainsi que sur l'emploi. L'enquête fournit aussi de nombreuses informations sur la structure de la population active, de l'emploi et du chômage par sexe, par âge, par niveau de formation, par qualification, par secteur d'activité et par profession.

Fiches sources thématiques

EPURE (extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi)

Description : Le système d'information EPURE est construit à partir des bordereaux récapitulatifs de cotisations fournies par les URSSAF. Il a pour but de produire des indicateurs conjoncturels (trimestriels) sur l'emploi et les masses salariales au niveau national et local, pour toutes les régions.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Évolutions : refonte en cours avec le projet EPURE2 (fin 2007). Améliorations attendues : extension du champ aux salariés de l'agriculture et à ceux des particuliers-employeurs.

DEFM (demandes d'emploi en fin de mois)

Description : nombre de DEFM selon la durée d'inscription, le motif d'inscription, l'âge ou le genre, la qualification, la catégorie.

Producteurs : ANPE, DARES

Champ géographique : France métropolitaine, DOM et Mayotte, résultats régionalisables

DADS (Déclaration Annuelle de Données Sociales)

Description : la DADS est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés. Pour chaque salarié, la DADS fournit des informations sur la nature et la qualification de l'emploi, les périodes d'emploi, le nombre d'heures salariées, les conditions d'emploi, le montant des rémunérations et des indemnités, l'adresse du domicile.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine, DOM et Mayotte, résultats régionalisables

Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des services publics locaux (COLTER)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, Saint-Pierre-et-Miquelon, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : Cette enquête vise à mesurer le niveau et les évolutions de l'emploi dans les collectivités territoriales et les services publics locaux ; à connaître la répartition de ces emplois par statut (titulaires, non titulaires) et par cadre d'emploi.

Fiches sources thématiques

SIASP (système d'information sur les agents des services publics)

Description : le système d'information sur les agents de l'État utilise comme données sources les fichiers de paie en provenance de la direction générale de la Comptabilité Publique (DGCP), du ministère de la Défense et de la Poste ainsi que les déclarations de données sociales (DADS) du champ État. Il fournit les données annuelles sur l'emploi et les salaires.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, COM, étranger, résultats régionalisables

Projet "Non-salariés"

Description : le projet vise à produire une base sur les effectifs et les revenus de non-salariés. Il se construit à partir de deux sources administratives, la première venant de l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) qui est la tête de réseau des URSSAF et la seconde étant la CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole). Mise en production à partir de 2009.

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Projet "ERF DOM"

Description : le projet vise à étendre à chacun des DOM le dispositif ERF (enquête "revenus fiscaux") qui est la source de référence dans le système statistique français pour la connaissance des revenus monétaires. Le projet est en phase de réflexion préalable. Des tests sont prévus en 2007 sur le rapprochement des déclarations fiscales avec les données des fichiers de bénéficiaires de prestations sociales et les enquêtes emploi DOM.

Producteur : INSEE

Champ géographique : DOM et Mayotte, résultats régionalisables

Enquête "Insertion dans la vie Active" et "Insertion dans la vie Active des Apprentis" (IVA-IPA)

Producteur : DEP

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : l'enquête renseigne sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, quelques mois après la fin de leur formation. Le dispositif est fragile, assez peu fiable, et sa pérennité n'est pas assurée.

<http://www.cereq.fr/gsenew/i-insertion.htm>

Fiches sources thématiques

Enquête Génération

Producteur : CEREQ

Champ géographique : France métropolitaine, résultats régionaux, extensions régionales possibles

Périodicité : dispositif d'enquêtes longitudinales reconduit par génération de sortants du système éducatif. Le dispositif couvre actuellement le suivi des générations 1998 et 2001.

Description : en s'appuyant sur un calendrier décrivant mois par mois la situation des jeunes mais également sur des données plus précises concernant le premier emploi et l'emploi occupé au bout de trois années passées sur le marché du travail, ce dispositif permet non seulement d'analyser les trajectoires d'entrée dans la vie active mais aussi de distinguer, d'une génération à l'autre, les aspects structurels et conjoncturels de l'insertion.

<http://www.cereq.fr/gsenew/i-insertion.htm>

Estimation des stocks de bénéficiaires des politiques d'emploi

Description : évaluations des stocks, y compris Contrats Emploi-Solidarité (CES) et Contrats Emploi-Consolidé (CEC). Séries fiables depuis la fin des années 1990 pour les mesures gérées par le CNASEA.

Producteur : DARES (les séries seront disponibles sur le site du ministère du Travail d'ici à la fin 2007)

Champ géographique : DOM

Éducation-formation

A - Couverture métropole

Enquête CVTS (Continuing Vocational Training Survey)

Producteur : CEREQ

Champ géographique : France métropolitaine ?

Périodicité : l'enquête a vocation à être reconduite tous les 5 ans, enquête désormais obligatoire à l'échelle de l'Union européenne.

Description : volet français de l'enquête européenne sur la formation professionnelle continue dans les entreprises, l'enquête porte sur la formation continue et plus généralement sur les politiques de développement des compétences mises en œuvre par les entreprises.

Enquête AES (Adult Education Survey)

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine ?

Périodicité : l'enquête a vocation à devenir quinquennale (et à être à l'avenir régie par un règlement européen).

Description : volet français de l'enquête européenne sur l'apprentissage tout au long de la vie, enquête auprès des ménages.

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

SISE (système d'information sur le suivi des étudiants)

Producteur : DEP

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, COM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : SISE a pour objet, en ce qui concerne les élèves et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur, de permettre tant au service statistique de l'administration centrale qu'aux services statistiques des rectorats, de disposer d'informations de base fiables et cohérentes sur l'ensemble du dispositif national d'enseignement supérieur ; de réaliser des études sur l'efficacité du système éducatif postérieur au baccalauréat, selon les populations d'étudiants, selon les filières, selon les types d'établissements ; de disposer de données pour mener à bien des études prospectives et longitudinales.

<http://www.infocentre.education.fr/bcpaccs/docs/univers/sise.pdf>

Fiches sources thématiques

SIFA (système d'information sur la formation des apprentis)

Producteur : DEP

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, COM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : résultats publiés sur les effectifs d'apprentis répartis selon le diplôme (ou titre préparé) y compris les diplômes d'enseignement supérieur (en précisant l'établissement universitaire qui le délivre) et la spécialité suivie, l'âge, le sexe, l'origine scolaire, les résultats aux examens, leur origine géographique ; sur les effectifs d'élèves des classes préparatoires à l'apprentissage et classes d'initiation préprofessionnelles par alternance implantées en CFA par âge, sexe et origine scolaire ; sur le personnel enseignant par statut, diplôme et durée d'enseignement ; sur le type de convention établi avec le CFA et organisme gestionnaire du CFA..

<http://www.education.gouv.fr/bo/2006/special2/MENK0600699C.htm>

Démographie, conditions de vie

A - Couverture métropole

Enquête Emploi du temps

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine

Périodicité : décennale, prochaine enquête en 2009

Description : l'objectif de l'enquête est la connaissance des comportements dans le domaine des activités de la vie quotidienne et des emplois du temps en quantifiant la durée des activités quotidiennes et la répartition dans une journée des 4 temps fondamentaux du quotidien : travail professionnel, travail domestique, temps libre et temps physiologique.

Enquête Participation électorale

Producteur : INSEE

Champ géographique : métropole, résultats régionalisables

Périodicité : 1995-1998, 2002-2004, en cours 2007-2008

Description : caractérisation sociale et géographique de l'inscription et de la participation électorales ; étude de l'évolution des taux de participation ; étude du comportement électoral des personnes à l'occasion de scrutins de nature différente.

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Enquête Victimation

Producteur : INSEE, Institut national des hautes études de sécurité, Observatoire national de la délinquance

Champ géographique : France métropolitaine. L'observatoire national de la délinquance souhaite à terme décliner ses travaux au niveau régional et départemental, en incluant les DOM et les COM.

Périodicité : annuelle

Description : l'objectif de l'enquête est de connaître la prévalence et l'incidence de certaines atteintes aux personnes et aux biens dont peuvent être victimes les personnes enquêtées.

BPE (base permanente des équipements)

Description : connaître où se situent les lieux d'achats de produits ou de consommation des différents services nécessaires à la vie quotidienne des habitants. La base privilégie prioritairement l'usage de fichiers administratifs centralisés. Quatre grands fichiers ont été retenus : **ADELI**: Fichier (Automatisation DEs Listes) des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens et auxiliaires médicaux du Ministère de la Santé et de la protection sociale ; **FINESS**: Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux du Ministère de la Santé et de la protection sociale ; **RAMSESE**: Répertoire Académique et Ministériel Sur les Établissements du Système Éducatif du

Fiches sources thématiques

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
SIRENE.

Producteur : INSEE

Champ géographique : métropole + DOM, résultats régionalisables

Projet de refonte de l'échantillon démographique permanent (EDP)

Producteur : INSEE

Champ géographique : l'EDP couvre actuellement la France métropolitaine, le projet inclut l'objectif d'extension aux DOM.

Périodicité : annuelle

Description : l'EDP a été mis en place à la fin des années soixante pour répondre à la demande de données longitudinales pour étudier la dynamique des comportements démographiques. L'EDP accumule au fil du temps les informations provenant soit du recensement soit de l'état civil, sur un échantillon représentatif de la population. Le projet de refonte comporte les objectifs d'élargissement de l'échantillon et d'intégration de nouvelles sources.

Estimations annuelles de population départementale et régionale

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : estimations au 1^{er} janvier détaillées par genre et âge. La méthodologie repose sur l'utilisation de sources administratives et des résultats des Enquêtes annuelles de recensement.

Recensement de la population

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : le recensement permet de mieux connaître la population résidant en France. Il fournit des statistiques sur le nombre d'habitants, le nombre de logements et leurs caractéristiques. Depuis janvier 2004, le recensement de la population est annuel. Une nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Les résultats détaillés complets seront disponibles à partir de 2009. Les trois premières enquêtes annuelles de recensement de 2004, de 2005 et de 2006 ont permis de produire des estimations de population, des études et analyses, et des cartes pour la France, les régions et les départements ainsi que des chiffres clés pour la France et les régions, et pour les communes recensées.

Recensements généraux de la population dans les COM

Producteur : INSEE, instituts de statistiques compétents

Champ géographique : Saint-Pierre et Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Mayotte, Wallis et Futuna

Périodicité : quinquennale

Description : après chacun de ces recensements généraux, un décret authentifie les chiffres des populations de ces territoires, de leurs circonscriptions administratives et

Fiches sources thématiques

de leurs collectivités territoriales. Les statistiques recueillies sont comparables à celles du recensement en France métropolitaine, DOM.

IPC DOM (indice de prix à la consommation des DOM)

Producteur : INSEE

Champ géographique : DOM + Mayotte, résultats régionalisables

Périodicité : mensuelle

Description : production de l'indice des prix à la consommation dans chacun des DOM. Des travaux méthodologiques sont en cours sur les comparaisons spatiales de prix.

Enquête Budget de famille

Producteur : INSEE

Champ géographique : France métropolitaine, DOM et Mayotte, résultats exploitables sur chacun des DOM et sur Mayotte.

Périodicité : quinquennale, dernière enquête en 2005

Description : cette enquête vise à reconstituer toute la comptabilité du ménage : enregistrement de la totalité des dépenses, des consommations et des ressources du ménage enquêté. Parmi les thèmes abordés, on peut citer : les caractéristiques socio-démographiques du ménage ; les montants des dépenses importantes ou régulières, ainsi que leur périodicité : logement et habitation, automobiles et biens durables, vêtements, vacances, garde d'enfants et travaux ménagers, dépenses diverses ; les ressources perçues par le ménage au cours de la dernière année civile ; les questions d'opinion illustrant la situation financière du ménage ; les dépenses quotidiennes et petites dépenses irrégulières.

Des enquêtes du même type ont été conduites dans les COM : en 2005/2006 à Wallis et Futuna, 2007/2008 en Nouvelle-Calédonie, 2000/2001 en Polynésie française.

Statistiques détaillées de la Jeunesse et des Sports

Producteur : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Champ géographique : France métropolitaine, DOM, COM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : statistiques territoriales sur les licenciés, les groupements sportifs et les clubs.

http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/accueil_5/statistiques_203/chiffres-cles_218/chiffres-cles_824.html

Enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers

Producteur : IEOM

Champ géographique : COM (test en cours dans les DOM)

Périodicité : tous les semestres.

Description : décrire l'évolution des conditions débitrices offertes aux ménages.

Agriculture

A - Couverture métropole

Réseau d'information comptable agricole (RICA)

Producteur : SCEES

Champ géographique : France métropolitaine, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : l'enquête permet de connaître le fonctionnement et les résultats économiques des exploitations agricoles, les disparités entre exploitants et entre systèmes d'exploitation. L'enquête permet d'établir un constat annuel des revenus des diverses catégories d'exploitations agricoles et d'analyser le fonctionnement économique des exploitations.

http://agreste.agriculture.gouv.fr/page_accueil_82/donnees_ligne_2.html

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Statistique agricole annuelle (SAA)

Producteur : SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM (les résultats pour les DOM ne sont pas disponibles dans la base en ligne du site Agreste, ils le seront à partir de 2008), résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : la SAA est établie par chaque service statistique des directions de l'Agriculture et de la Forêt de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, et par les services régionaux de l'information statistique et économique en métropole. Les données sont relatives aux statistiques d'utilisation des terres et de production agricole départementale : superficies, rendements, quantités récoltées dans le domaine végétal, effectifs, poids ou quantités moyennes et totaux pour les productions animales.

http://agreste.agriculture.gouv.fr/page_accueil_82/donnees_ligne_2.html

Comptes régionaux de l'agriculture

Producteur : SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : annuelle

Description : les comptes de l'agriculture sont un prolongement des travaux de comptabilité nationale menés pour l'ensemble de l'économie. Ils visent à fournir une description spécifique et détaillée de l'activité agricole, tout en restant cohérents du point de vue des concepts et des évaluations. Ils présentent une analyse de la formation du revenu tiré de l'activité agricole.

http://agreste.agriculture.gouv.fr/page_accueil_82/donnees_ligne_2.html

Fiches sources thématiques

Recensements généraux de l'agriculture (RA)

Producteur : SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : décennale environ, prochain recensement en 2010

Description : le RGA offre le portrait instantané, complet et détaillé, de l'agriculture (population agricole, surfaces végétales, y compris viticoles, effectifs animaux, moyens de production, activités annexes, etc.). Il répond à des questions aussi diverses que variées, à tous les niveaux géographiques, permettant des comparaisons au niveau le plus fin (canton, commune).

http://agreste.agriculture.gouv.fr/publications_2/recensement_agricole_58/index.html

Enquête Structure des exploitations

Producteur : SCEES

Champ géographique : France métropolitaine et DOM, résultats régionalisables

Périodicité : tous les deux ans environ entre deux recensements agricoles

Description : les structures des exploitations sont connues sous forme détaillée grâce aux données recueillies lors des recensements agricoles. Pendant les périodes intercensitaires, elles sont actualisées à l'aide des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Ces enquêtes répondent à trois objectifs : connaître la structure des exploitations et mesurer son évolution ; connaître l'évolution des productions agricoles ; suivre la population agricole.

http://agreste.agriculture.gouv.fr/page_accueil_82/donnees_ligne_2.html

D'autres enquêtes, réalisées à la fois en métropole et dans les dom sont disponibles sous forme de publications papier tels que l'enquête sur la structure de la production légumière 2005.

En ce qui concerne l'enquête "Utilisation du territoire", les résultats seront prochainement disponibles pour les années 2005 et 2006 pour la métropole, la Martinique et La Réunion, pour l'année 2006 pour la Guadeloupe.

Monnaie, finance, balance des paiements

A - Couverture métropole

B - Couverture métropole et DOM sans résultats régionalisables

C - Couverture métropole et DOM avec résultats régionalisables + éventuellement COM

Enquête trimestrielle de conjoncture financière

Producteur : IEDOM

Champ géographique : DOM

Périodicité : tous les trimestres, publication le trimestre t+1.

Description : décrire l'évolution des dépôts et de la production de crédit, ainsi que les principales masses du compte de résultat des établissements de crédit.

Enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises

Producteur : IEDOM, IEOM

Champ géographique : DOM, COM

Périodicité : tous les semestres.

Description : décrire l'évolution des conditions débitrices offertes aux entreprises.

Fichier bancaire des entreprises (FIBEN)

Description : Depuis 2003, l'ensemble des données (état comptaibles, concours bancaires, incidents de paiement, etc.) recueillies par l'IEDOM dans sa zone d'intervention auprès des entreprises sont intégrées dans le Fichier bancaire des entreprises (FIBEN). Les données sont recueillies auprès des entreprises dont le CA est supérieur à 750 000 euros ou l'encours de crédits supérieur à 380 000 euros (la couverture est plus faible que celle des EAE mais toutes les données comptaibles sont connues).

Producteur : IEDOM

Champ géographique : DOM, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte

FENTOM (fichier des entreprises d'outre-mer)

Description : C'est l'équivalent de FIBEN pour la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna. Le champ est cependant différent puisqu'il n'y a pas de seuil.

Producteur : IEOM

Champ géographique : Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna

FIDEC 2 (fichier des établissements de crédit)

Description : FIDEC 2 centralise les états réglementaires issus de la base des agents financiers (BAFI) sur les établissements de crédits ayant une activité dans les DOM et

Fiches sources thématiques

COM. Ces données permettent l'établissement des statistiques monétaires trimestrielles dans chacune des géographies.

Producteur : IEDOM, IEOM

Champ géographique : DOM, COM

Fichier des créances douteuses

Description : l'IEDOM conserve une application spécifique de recensement des créances douteuses et des arriérés de Sécurité sociale. Cette base est alimentée mensuellement par les établissements de crédit dans le cadre de conventions de place. Le seuil de déclaration est fixé à 10 000 €. Elle est également alimentée par les organismes de Sécurité sociale, le seuil de déclaration étant fixé à 22 500 €.

Producteur : IEDOM

Champ géographique : DOM, COM

Balance des paiements

Description : l'IEOM, conjointement avec la Banque de France pour l'aspect méthodologique, établit une balance des paiements pour la Polynésie française et pour la Nouvelle-Calédonie.

Producteur : IEOM

Champ géographique : Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

5.7. Statistiques du SCEES et de la DARES

Présentation de Didier Laurent, SCEES Toulouse

Enquêtes

Les DOM sont désormais intégrés dans les dispositifs d'enquête agricole. Le logiciel de saisie est commun, le fichier de résultats est commun à la France métropolitaine et aux DOM. Cette orientation correspond à une obligation européenne (obligation de fournir les fichiers de données individuelles).

Des questions spécifiques aux DOM sont introduites dans les questionnaires.

Le préalable à cette intégration a été la révision des nomenclatures d'enquête.

Les opérations déjà couvertes : l'enquête structure, l'enquête sur les exploitations légumières.

Travaux de synthèse

- Statistique agricole annuelle (SAA) : il n'y a pas d'intégration (problème des nomenclatures).
- Comptes régionaux : l'intégration est complète. L'harmonisation avec les comptes de la branche se limite à la France métropolitaine (situation identique à celle des comptes économiques).
- Conjoncture : il n'y a pas d'intégration, la conjoncture est à l'initiative des départements, et n'est pas coordonnée. Les éléments d'information, en matière de prix et de production collectés par des correspondants locaux alimentent les travaux sur la SAA et les comptes.

Fiches sources thématiques

Intervention d'Antoine CHASTAND, DARES

La DARES intervient sur le domaine emploi et travail.

Organisation de la statistique locale dans les DOM

La mise en place des DRTEFP avec les services prospective et études statistiques (SEPES) date de la fin des années 1990. Les effectifs des SEPES dans les DOM sont réduits (1 à 2 personnes). Mayotte dispose d'un SEPES, mais sa pérennité n'est pas assurée.

Enquêtes (de façon générale, les enquêtes de la DARES ne sont pas représentatives au niveau régional, sauf extension particulière d'échantillon dans de rares cas) :

- Enquêtes ACEMO : il s'agit d'une enquête postale, dont la gestion est centralisée, et qui sert essentiellement aux analyses conjoncturelles. Les entreprises des DOM ne sont pas enquêtées.
- Enquête sur les mouvements mensuels de main-d'œuvre (10 à 49 salariés) : l'enquête couvre les DOM, mais n'est pas exploitée par la DARES sur les DOM.
- SUMER (Surveillance médicale des risques) et COI-TIC ne couvrent pas les DOM.

Remontées d'informations administratives (de façon générale, ces données sont disponibles pour chacun des DOM dans les mêmes conditions que pour les régions métropolitaines) :

- ANPE
- UNEDIC
- DMMO
- Bénéficiaires des politiques d'emploi et de formation professionnelle

Ces sources sont exhaustives sur l'ensemble du champ France métropolitaine et DOM. Les déclarations de mouvements de main-d'œuvre (DMMO) ne sont pas saisies pour les DOM pour des questions de priorités et de moyens.

La DARES met à disposition des SEPES pour diffusion auprès du SPE (service public de l'emploi) une base de données communales (CORINTHE), sur le champ France métropolitaine et DOM. Cette base de données inclut les données des CAF. Les indicateurs et variables sont agrégés à la commune, il n'y a pas de données individuelles. La mise à jour est trimestrielle.

5.8. Lettre questionnaire aux COM

Direction des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'Outre-Mer
Sous direction des Affaires économiques

Paris, le

Affaire suivie par: Martine Levy
Tél. : 01 53 69 27 38
Fax : 01 53 69 20 11

ref : dAESC/AE /ML/N°

Le ministre de l'outre-mer

Objet : État des lieux des statistiques d'outre-mer

Lors de son assemblée plénière du 18 décembre 2006, le conseil national de l'information statistique (CNIS) a inscrit à son programme de travail la réalisation d'un « *état comparatif des statistiques dans les collectivités d'outre-mer et en France métropolitaine en vue d'adapter, quand cela est nécessaire, les statistiques nationales aux besoins spécifiques de ces territoires et, en particulier, aux besoins d'évaluation des politiques publiques* ».

Ces travaux sont le produit des critiques émises en 2006 par des élus et socioprofessionnels dans le cadre des rapports d'évaluation de la loi de programme. L'objectif est de faire évoluer le système statistique national en vue de disposer à l'avenir des outils répondant aux besoins de la conduite et de l'évaluation des politiques publiques.

Le mandat ci-joint du groupe de travail technique mis en place à cet effet précise que le champ géographique couvre tout l'outre-mer. Il n'est donc pas limité aux seules collectivités pour lesquelles l'INSEE a une responsabilité directe (DOM et Mayotte).

C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir informer les autorités de Nouvelle Calédonie de l'exercice qui est lancé de façon à associer l'institut territorial compétent à la mise au point du rapport qui sera examiné par la formation des statistiques régionales et locales du CNIS en septembre prochain.

Il s'agit donc d'obtenir communication d'un état des lieux des statistiques disponibles, en sachant que les actions déjà engagées par ailleurs sont les suivantes :

- établir la liste des enquêtes nationales sur les années à venir, en explicitant pour chacune les particularités de la couverture des DOM.
- dresser le panorama des sources disponibles hors enquêtes, par domaine statistique, sous l'angle d'intérêt "couverture et qualité de la couverture des DOM"
- élaborer un premier constat des besoins d'informations statistiques, à partir des rapports d'audit menés sur les DOM et les COM.

L'avant-projet de rapport est prévu pour juin 2007 et dans cette perspective, les éléments d'information devraient me parvenir pour le 25 mars.

A l'INSEE le pilote du dossier est Patrick REDOR, chef du département des statistiques régionales en liaison étroite avec le chef de la mission outre-mer, Gabriel GAMBLIN.

Dans mes services Martine LEVY est à votre disposition pour toute information complémentaire.

5.9. *États des lieux statistiques des COM*

État des lieux statistique - Mayotte

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Population Structures démographiques Population active et emploi Logements Ménages	Quinquennal	Recensement de population	
Dépenses des ménages	Dernière enquête en 2005	INSEE, enquête "Budget de famille"	
Mouvements démographiques	Annuel	État-civil	Naissances, décès
Estimations annuelles de population			
Projections démographiques			
Emploi Emploi salarié, y compris agents publics	Annuel	DADS	Extension de l'enquête Emploi envisagée à partir de 2009
Salaires	Annuel	DADS	
Chômage	Quinquennal	Recensement de la population	Extension de l'enquête Emploi envisagée à partir de 2009
Demandeurs d'emploi	Mensuel	DTEFP (DEFM)	
Revenus	Annuel	Enquête Revenus fiscaux	Projet d'extension de l'enquête métropolitaine à tous les DOM plus Mayotte
Santé			
Enseignement, formation			
Comptes économiques	PIB 2001	CEROM	
Finances publiques			
Prix Indice des prix à la consommation	Mensuel	INSEE	
Indicateurs monétaires Encours des crédits Encours des dépôts Incidents bancaires Interdits bancaires	Trimestriel Mensuel	IEDOM	Par nature pour les ménages, par secteur pour les entreprises Incidents de paiement par chèques, retraits de carte bancaire Stock des personnes morales, stock des personnes physiques
Démographie d'entreprises et d'établissements	Mensuel	SIRENE	Depuis 2007
Statistiques comptables d'entreprises	Annuel	Les résultats économiques des entreprises à Mayotte	Exploitation annuelle des liasses fiscales sur un panel constitué des entreprises mahoraises ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel de 150 000 €, au moins une fois depuis 1995. Elles représentent 96% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises locales.
Agriculture		Service statistique agricole	

État des lieux statistique - Mayotte

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Pêche		Service statistique agricole	
Industrie			
Énergie			
Construction			
Commerce			
Transport			
Activités financières et immobilières, recherche-développement, services aux entreprises et aux particuliers			
Tourisme	Mensuel	Enquête sur les flux touristiques aux frontières	
Commerce extérieur	Trimestriel	Service des douanes	
Environnement			

État des lieux statistique - Nouvelle-Calédonie

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Population	<i>Quinquennal</i>	<i>Recensement de population</i>	
Structures démographiques			
Population active et emploi			<i>Possibilité d'un suivi de la population active occupée avec les données CAFAT, salariés + indépendants</i>
Logements			<i>Suivi annuel possible d'après les certificats de conformité délivrés (logements achevés)</i>
Ménages			
Dépenses des ménages	Enquête 2007-2008 en cours, précédente enquête en 1991	Enquête "Budget et consommation des ménages"	
Mouvements démographiques	Trimestriel	État-civil	Naissances, décès
Estimations annuelles de population	Annuel	État civil	Pas de données détaillées.
Projections démographiques		Recensements et état civil	Des projections 2030 ont été publiées en juin 2007
Emploi salarié, y compris agents publics	Trimestriel	CAFAT (Caisse d'assurances sociales, d'accidents du travail, d'allocations familiales)	Les fonctionnaires ne sont affiliés à cette caisse que depuis 2002.
Salaires	Exploitations disponibles pour 1995 et 1999, exploitations pour les années 2000 à 2005 en cours pour 2007).	CAFAT, Services fiscaux, mutuelles	Projet d'extension de la DADS
Chômage (demande en fin de mois)	Mensuel	Institut de Développement des Compétences (ex APE) et Services provinciaux de l'emploi	
Revenus		Projet en cours de traitement des sources fiscales en partenariat avec les services fiscaux	
Santé	Annuel	DASS	
Enseignement, formation	Annuel		
<i>Effectifs (élèves, enseignants)</i>		<i>Vice-Rectorat + divers établissements privés hors contrat + Université</i>	
<i>Réussites aux examens</i>		<i>Vice-Rectorat + divers établissements privés hors contrat</i>	
<i>Comptes de l'éducation</i>		<i>ISEE d'après les comptes administratifs</i>	
Comptes économiques	Annuel	Rénovation de la méthodologie des comptes en cours d'achèvement. Comptes conformes au SEC 1995. Comptes définitifs à N+3. Adhésion au dispositif CEROM, comptes provisoires rapides (N+1).	

État des lieux statistique - Nouvelle-Calédonie

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Finances publiques	Annuel		
État		DGCP après traitement INSEE	
Collectivités locales (Nouvelle-Calédonie, provinces, communes, établissements publics)		Comptes administratifs	
Prix	Mensuel	ISEE/Relevés de prix	
Indices des prix à la consommation			Base 100 déc. 1992
Indices et index du BTP			Base 100 déc. 2000
Indice de révision des loyers			Indice nouvellement créé (en 2007) dans le cadre de la lutte contre la vie chère menée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Base 100 déc. 2006
Indicateurs monétaires			
masse monétaire	Mensuel	IEOM	
Encours des crédits	Trimestriel		Par nature pour les ménages, par secteur pour les entreprises
Encours des dépôts			
Coût du crédit	Semestriel		Enquête réalisée deux fois par an par l'IEOM
Incidents bancaires	Mensuel		Incidents de paiement par chèques, retraits de carte bancaire
Interdits bancaires			Stock des personnes morales, stock des personnes physiques
Démographie d'entreprises et d'établissements	Trimestriel	Répertoire d'Identification des Entreprises et des Établissements (RIDET)	
Statistiques comptables d'entreprises			
emploi	Trimestriel	RIDET et CAFAT	Projet de mise en place d'une EAE en 2009
chiffre d'affaires	Annuel	Sources fiscales	
Agriculture			
données structurelles		RGA en 2002 (précédent en 1991).	
données conjoncturelles		Volumes de productions des filières animales et végétales fournis par la Direction des Affaires Vétérinaires, Alimentaires et Rurales	
Aquaculture			
volumes et valeur des exportations	Mensuel	Fichier des Douanes	
volumes de production	Annuel	Groupement des Fermes Aquacoles	
Pêche	Mensuel		
volumes et valeur des exportations des produits de la mer		Fichier des Douanes	
pêche hauturière : volumes pêchés, nombre d'armements		Service de la Marine marchande et des Affaires maritimes/Observatoire des Pêches	

État des lieux statistique - Nouvelle-Calédonie

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Industrie			
nickel (extraction + transformation)	Mensuel	Volumes de production et d'exportations + valeur exportations fournis par la Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (déclarations des sociétés minières)	
Énergie	Mensuel	Production et consommation des opérateurs locaux (EEC et ENERCAL)	
Construction			
ventes de ciment	Mensuel	Cimenterie locale (Holcim)	Du fait du transfert de compétence en matière d'urbanisme des provinces aux communes, la collecte des données rencontre certaines difficultés
permis de construire et certificats de conformité		Services provinciaux de l'aménagement ou services municipaux.	
Commerce		Exploitation des chiffres d'affaires à travers EAE et sources fiscales	
Transport		Statistiques de trafic collectées auprès des opérateurs	
transport aérien	Mensuel	Direction de l'Aviation Civile/Statistiques de trafic	
transport maritime	Annuel	Port Autonome/Statistiques de trafic	
Activités financières et immobilières, recherche-développement, services aux entreprises et aux particuliers		Sources peu développées, exploitations des chiffres d'affaires à travers EAE et sources fiscales	
Tourisme	Mensuel	ISEE/Enquête passagers à l'aéroport de Tontouta.	Élaboration par l'ISEE des Comptes satellites du Tourisme
	Mensuel	ISEE/Enquête de fréquentation hôtelière	
	Ponctuelle	ISEE/Enquête de dépenses touristiques	
Commerce extérieur	Mensuel	Base de données SYDONIA, diffusion prise en charge par ISEE	
Environnement		Sources dispersées du fait des compétences en matière d'environnement (provinces, communes,...)	Des données sont disponibles annuellement concernant l'endémicité (nombre d'espèces, taux d'endémicité), les surfaces des aires protégées (terrestres et marines)

État des lieux statistique - Polynésie française

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Population	<i>Quinquennal</i>	<i>Recensement de la population</i>	
<i>Structures démographiques</i>			
<i>Population active et emploi</i>			
<i>Logements</i>			
<i>Ménages</i>			
Dépenses des ménages	Dernière enquête en 2000-2001	Enquête "Budget et consommation des ménages"	
Mouvements démographiques	Annuel	État civil	Naissances, décès
Estimations annuelles de population	Annuel	État civil	Estimations sur la base du mouvement naturel, solde des mouvements migratoires estimés à 0. Pas d'estimations détaillées.
Projections démographiques			
Emploi salarié, y compris agents publics	Mensuel	CPS (Caisse de Prévoyance sociale)	
Salaires	Mensuel	CPS (Caisse de Prévoyance sociale)	
Chômage	Quinquennal	Recensement de population	
Revenus			
Santé	Dernière statistique publiée 2002	Direction de la santé	
Enseignement, formation	Annuel	Direction de l'enseignement primaire - Direction des Enseignements Secondaires - vice-Rectorat	
<i>Effectifs (élèves, enseignants)</i>			
<i>Réussite aux examens</i>			
Comptes économiques	Annuel	ISPF, rénovation méthodologie en cours Adhésion au dispositif CEROM, comptes provisoires rapides (N+1).	
Finances publiques	Annuel	Haut Commissariat Comptes administratifs	
<i>État</i>			
<i>Collectivités locales</i>			
Prix	Mensuel	ISPF	
<i>Indices des prix à la consommation</i>			
<i>Indices et index du BTP</i>			
<i>Indice de révision des loyers</i>			

État des lieux statistique - Polynésie française

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Indicateurs monétaires			
masse monétaire	Mensuel	IEOM	Par nature pour les ménages, par secteur pour les entreprises
encours des crédits	Trimestriel		
Encours des dépôts	Trimestriel		
Coût du crédit	Semestriel		
Incidents bancaires	Mensuelle		
Interdits bancaires			
Démographie d'entreprises et d'établissements	Mensuel	Répertoire des Entreprises et des Établissements	
Statistiques comptables d'entreprises	Annuel		
emploi		CPS (Caisse de Prévoyance sociale)	
chiffre d'affaires		Sources fiscales	
Agriculture			
données structurelles	Dernier RGA 1995	Service du Développement Rural - ISPF	
données conjoncturelles	Annuel	Production agricole en volume et en valeur - Service du Développement Rural	
Periculture			
volumes et valeur des exportations	Mensuel	Fichier des Douanes	
volumes de production	Annuel	service de la Periculture	
Pêche			
volumes et valeur des exportations	Mensuel	Fichier des Douanes	
volumes de production	Mensuel	Service de la Pêche	
Industrie			
Énergie			
Production d'électricité	Mensuel	Électricité de Tahiti	
Consommation d'électricité			
Construction	Annuel	Observatoire du BTP - ISPF	
Commerce			
Transport			
trafic transport aérien	Mensuel	Service d'État de l'Aviation Civile	
trafic transport maritime	Annuel	Port Autonome	
Activités financières et immobilières, recherche-développement, services aux entreprises et aux particuliers			

État des lieux statistique - Polynésie française

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Tourisme			
<i>tourisme international (origine et nombre des touristes, mode d'hébergement)</i>	Mensuel	ISPF, enquête passagers à l'aéroport, fréquentation hôtelière	
<i>recettes touristiques, satisfaction</i>	Annuel	Enquête dépenses touristiques et satisfaction en alternance tous les ans	
Commerce extérieur	Mensuel	Ficher des douanes traité et diffusé par l'ISPF	
Environnement			
<i>qualité de l'eau (potable et de baignade)</i>	Annuel	Service d'Hygiène et de Salubrité Publique	
<i>traitement des déchets</i>		Société d'Environnement Polynésien	

État des lieux statistique – Saint-Pierre-et-Miquelon

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Population	Quinquennale	Recensement de la population	
Structures démographiques			
Population active et emploi			
Logements			
Ménages			
Dépenses des ménages			
Actifs financiers des ménages	Trimestriel	IEDOM	Déclarations BAFI des Établissements de crédit
Mouvements démographiques		État-civil	Naissances, décès
Estimations annuelles de population			
Projections démographiques			
Emploi	Mensuel	DTEFP	
Salaires	Mensuel	DTEFP et Préfecture.	- Salaire minimum de la fonction publique - Salaire d'un OQ dans le secteur du BTP - Salaire d'un OQ dans l'industrie de transformation des produits de la pêche
Chômage	Quinquennal	Recensement de population	
Demandeurs d'emploi	Mensuel	DTEFP (DEFM)	
Santé	Annuel	Caisse de Prévoyance sociale et Rapport d'activité de l'hôpital	
Enseignement, formation	Annuel	Service de l'Éducation	
Effectifs (élèves, enseignants)			
Réussites aux examens			
Comptes de l'éducation			
Comptes économiques	PIB 2004	CEROM	
Finances publiques	Annuel		
État			En cours de réalisation
Collectivités locales		AFD	Collectivité territoriale, Municipalité de Saint-Pierre et Municipalité de Miquelon
Prix			
Indice des prix à la consommation	Trimestriel	Préfecture	Base 100 déc. 1996
Indicateurs monétaires			
Encours des crédits	Trimestriel	IEDOM	Par nature pour les ménages, par secteur pour les entreprises
Encours des dépôts			
Incidents bancaires	Mensuel		Incidents de paiement par chèques, retraits de carte bancaire
Interdits bancaires			Stock des personnes morales, stock des personnes physiques

État des lieux statistique – Saint-Pierre-et-Miquelon

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Démographie d'entreprises et des établissements	Mensuel	INSEE (SIRENE)	
Statistiques comptables d'entreprises			
Agriculture			
données structurelles	Annuel	Bilan agricole annuel du Service de la DAF	
Aquaculture			
volumes et valeur des exportations	Mensuel	Service des Douanes	
volumes de production	Annuel	Entreprise EDC	
Pêche			
volumes et valeur des exportations des produits de la mer	Mensuel	Fichier des Douanes	
pêche industrielle : volumes pêchés, nombre d'armements		Service des Affaires maritimes, Comité des Pêches et Capitainerie du Port	
Industrie			
Énergie	Mensuel	Production d'électricité par EDF	
Construction			
Importations de ciment	Mensuel	Service des douanes	
permis de construire		Cellule habitat de la Direction de l'Équipement	
Commerce			
Transport			
transport aérien	Mensuel	Direction de l'Aviation Civile et de la Police aux Frontières	
transport maritime	Mensuel	Direction de l'Aviation Civile, Police aux Frontières et Capitainerie du Port	
Activités financières et immobilières, recherche-développement, services aux entreprises et aux particuliers			
Tourisme	Mensuel	Police aux frontières	Entrées et sorties du territoire, par voie aérienne ou maritime, selon la nationalité.
Commerce extérieur	Mensuel	Service des douanes	
Environnement			

État des lieux statistiques – Wallis et Futuna

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques	
Population	Quinquennal	Recensement de population		
<i>Structures démographiques</i>				
<i>Population active et emploi</i>				
<i>Logements</i>				
<i>Ménages</i>				
Dépenses des ménages	Dernière enquête 2006	Enquête "Budget et consommation des ménages"	Enquête publiée début 2007	
Mouvements démographiques				
Estimations annuelles de population				
Projections démographiques				
Emploi salarié, y compris agents publics	Annuelle	Caisse locale des retraites + Enquête IEOM + SITAS (chantiers de développement)	L'IEOM procède à une enquête auprès des organismes publics et parapublics employant des salariés déclarés hors du Territoire	
Salaires	Annuelle	Administration Supérieure	Niveau du SMIC et des salaires de la fonction publique territoriale	
Chômage	Quinquennal	Recensement de population		
Revenus				
Prestations sociales	Annuelle	- Circonscriptions - Service de l'Inspection du Travail et de l'Action Sociale (SITAS)	Allocation vieillesse : nombre de bénéficiaires et coût total Allocation handicapé : nombre de bénéficiaires et coût total Bénéficiaires de la formation professionnelle	
Santé	Annuelle	Agence de Santé		
Enseignement, formation				
<i>Effectifs (élèves, enseignants)</i>	Annuel	Vice-Rectorat		
<i>Réussite aux examens</i>				
Comptes économiques			Évaluation prévue dans le cadre CEROM	
Finances publiques	Annuelle	Administration Supérieure, Trésor public	Budget primitif et comptes annuels du Territoire ,Compte des circonscriptions, Dépenses de l'État	
Prix				
<i>Indice des prix des produits manufacturés</i>	Trimestrielle	STSEE	Base 100 : 1989 Nouvel indice en cours de préparation	
<i>Indice des prix des services</i>				
<i>Indice des prix des produits alimentaires</i>				

État des lieux statistiques – Wallis et Futuna

Thèmes statistiques	Périodicité	Source	Remarques
Indicateurs monétaires			
Masse monétaire et composantes, compensation, taux de change	Mensuelle	IEOM, Trésor Public, Banque de Wallis et Futuna	Par nature pour les ménages, par secteur pour les entreprises
Encours des crédits	Trimestrielle		
Encours des dépôts	Mensuelle		
Coût du crédit	Semestrielle	IEOM	Enquête réalisée deux fois pas an par l'IEOM
Incidents bancaires	Mensuelle		Incidents de paiement par chèques, retraits de carte bancaire
Interdits bancaires			Stock des personnes morales, stock des personnes physiques
Démographie d'entreprises et d'établissements	Trimestrielle	Contributions diverses	Nombre de patentes par secteur
Statistiques comptables d'entreprises			
Pêche	Annuelle	Contributions diverses Service de l'économie rurale	Nombre de patentes, Volume mis en vente
Industrie			
Énergie	Mensuelle	Production et consommation des opérateurs locaux (SWAFEPP et EEWf)	
Construction	Annuelle	Administration Supérieure	Montant des marchés publics, nombre de logements sociaux
Commerce			
Transport			
Trafic maritime	Mensuelle	Douanes	Touchées de navire
Tarifs aériens	Annuelle	AirCalin	
Trafic aérien	Mensuelle	Aviation civile	Vols, passagers, fret
Activités financières et immobilières, recherche-développement, services aux entreprises et aux particuliers			
Tourisme	Ponctuelle	STSEE	Enquête sur le tourisme en cours de réalisation
Commerce extérieur	Trimestrielle et annuelle	Douanes	Importations (Volume, Valeur, Origine), exportations (Volume, Valeur)
Environnement			

5.10. United Nations Data Base

Series by Country

Wallis and Futuna Islands [code 876]

The country has data for the following series

Code	Series	Data Availability
3640	Agricultural production per capita index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	2003-2003 1 records
27890	AIDS new cases reported (UNAIDS-WHO)	1993-2000 5 records
3720	Area of arable and permanent crops, 1000 hectares (FAO estimates)	1961-2002 42 records
3700	Area, total surface, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
14870	Births, live	1965-1978 7 records
14860	Births, live, by age group of mother, urban and rural	1969-1969 10 records
14750	Deaths	1965-1970 6 records
14730	Deaths by sex and age group, urban and rural	1969-1969 42 records
19260	Exports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1995-1995 1 records
14940	Female population by age group, number of children ever born, urban and rural	1969-1969 77 records
3500	Fish production, metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3630	Food production per capita index, 1999-2001=100	2003-2003 1 records
30268	Imports of goods by partner and SITC revision, US\$	2001-2003 334 records
30263	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 2	2001-2003 614 records
30261	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 3	2001-2003 666 records
19270	Imports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1995-1995 1 records
30257	Infant deaths by sex, urban and rural	1967-1978 6 records
3730	Land area, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
3620	Manufacturing production: meat, thousand metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 75 records
14880	Marital status of population by sex, age group, urban and rural	1976-1976 170 records
15020	Marriages, urban and rural	1967-1970 3 records
30030	Migrant stock	2005-2005 2 records
30031	Migration, net	2005-2005 2 records
13300	ODA received, bilateral/multilateral, million US\$ (OECD/SYB50)	1980-2004 75 records

13290	ODA received, per capita, US\$ (OECD/SYB50)	1980-2004 25 records
13670	Population annual growth rate (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14890	Population by sex, age group, urban and rural, census years	1969-1976 84 records
14910	Population by sex, urban and rural, census years	1950-1999 56 records
13740	Population rural, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
13660	Population total (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 236 records
13684	Population total by sex (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 236 records
13710	Population total, urban, per cent (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13750	Population urban, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
15070	Population, official mid-year estimates (thousands)	1961-1977 8 records
13730	Population, total rural (thousands) (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13720	Population, total urban (thousands) (UN Population Division estimates, projections)	1950-2030 17 records
27920	Sanitation, percentage of population with access to improved sanitation, total, urban and rural/MDG	2004-2004 2 records
30002	Tuberculosis death rate per 100,000 (WHO/MDG)	1990-2004 6 records
29982	Tuberculosis prevalence rate per 100,000 population (WHO/MDG)	1990-2004 6 records
30026	Tuberculosis, DOTS detection rate, per cent (WHO/MDG)	2002-2003 2 records
29983	Tuberculosis, DOTS treatment success, per cent (WHO/MDG)	2001-2002 2 records
27910	Water, percentage of population with access to improved drinking water sources, total, urban and rural/MDG	1990-2004 4 records

Series by Country

New Caledonia [code 540]

The country has data for the following series

Code	Series	Data Availability
14700	Abortions legally induced, urban and rural	1997-1998 2 records
13681	Age group 0-14 as percentage of total population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
13682	Age group 60+ as percentage of total population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
13683	Age group 60+, women per 100 men (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
3510	Agricultural production index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3640	Agricultural production per capita index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1961-2003 43 records
27890	AIDS new cases reported (UNAIDS-WHO)	1986-2001 16 records
3720	Area of arable and permanent crops, 1000 hectares (FAO estimates)	1961-2002 42 records
3700	Area, total surface, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
13580	Birth rate, crude, per 1,000 population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
13590	Births (live) per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14870	Births, live	1953-2002 46 records
14860	Births, live, by age group of mother, urban and rural	1962-1994 607 records
21550	Capital formation, gross fixed, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 18 records
29931	Capital formation, gross fixed, national currency, current prices (WB estimates)	1981-1990 7 records
21530	Capital formation, gross, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
29933	Capital formation, gross, national currency, current prices (World Bank estimates)	1981-1990 7 records
30248	Carbon dioxide emissions (CO2), metric tons of CO2 per capita (CDIAC/MDG)	1980-2003 24 records
30249	Carbon dioxide emissions (CO2), thousand metric tons of CO2 (CDIAC/MDG)	1980-2003 24 records
13100	Cellular mobile telephone subscribers (ITU/SYB50)	1980-2004 25 records
13110	Cellular mobile telephone subscribers per 100 inhabitants (ITU estimates)	1980-2002 23 records
13595	Children under 5 mortality per 1,000 live births (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	2000-2050 11 records
14720	Cities populations, census years (discontinued)	1989-1989 1 records
14722	Cities, population density per square kilometre	1989-1989 1 records

14721	Cities, surface area (square kilometres) (discontinued)	1989-1989 1 records
4630	Consumer price index, food, 2000=100 (ILO)	1969-2004 35 records
4620	Consumer price index, general, 2000=100 (ILO)	1969-2004 35 records
21650	Consumption expenditure , final household, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
29928	Consumption expenditure, final, national currency, current prices (WB estimates)	1990-1990 1 records
13600	Death rate, crude per 1,000 (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14750	Deaths	1953-2002 46 records
14730	Deaths by sex and age group, urban and rural	1962-1994 1689 records
13610	Deaths per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14980	Deaths, foetal (late)	1976-1994 19 records
13510	Development grant expenditure through the UN system by agency, thousand US\$ (UN/SYB50)	1994-2004 81 records
30256	Divorces, urban and rural	1958-2003 42 records
1080	Economically active population aged 15+ , per cent, women (ILO Yearbook)	1969-1989 3 records
25560	Education enrolment at third level by sex and field of study (1970-1997)	1970-1985 42 records
25540	Education enrolment by level (UNESCO estimates)	1980-1994 31 records
25550	Education enrolment by level, percentage girls (UNESCO estimates)	1980-1991 28 records
4670	Employment by sex and industry branch, ISIC 3 (thousands; ILO)	1996-1996 51 records
17500	Energy consumption, commercial by type, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 96 records
17510	Energy consumption, commercial, per capita, kilograms oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 24 records
17520	Energy consumption, electricity, in kWh (millions)	1950-2004 55 records
17530	Energy exports, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1987-2003 17 records
17550	Energy fuels from air/sea bunkers, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 41 records
17540	Energy imports, metric tons of oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 24 records
17560	Energy stock changes, metric tons of oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1987-1987 1 records
17570	Energy, primary production by type, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 48 records
21340	Exports goods and services, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
30229	Exports of goods and services, current prices	1970-1992 23 records
30269	Exports of goods by partner and SITC revision, US\$	1962-2005 925 records
30266	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 1	1962-1980 855 records
30264	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 2	1976-2005 2748 records

30262	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 3	1999-2005 1360 records
19260	Exports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1980-2001 22 records
6190	Exports, merchandise, f.o.b., US\$ (IMF)	1948-2005 57 records
14920	Fertility rate, total (national data)	1963-1999 14 records
13700	Fertility rate, total (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
3520	Fertilizer consumption, thousand metric tons (FAO/SYB)	1980-2002 68 records
3500	Fish production, metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 47 records
3540	Food production index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3630	Food production per capita index, 1999-2001=100	1961-2003 43 records
3740	Forested land area as percentage of land area (FAO estimates/MDG)	1990-2000 2 records
3600	Forestry production: roundwood, million cubic metres (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3710	Forests and woodland area, 1000 hectares (FAO estimates)	1961-1994 34 records
30205	GDP according to consumption, capital formation, and imports and exports, current prices (SNA 68)	1970-1992 248 records
30215	GDP according to value added by industries, current prices (SNA 68)	1970-1996 326 records
19440	GDP annual growth rate, 1990 prices, US\$ (UN estimates)	1971-2005 35 records
29921	GDP annual rate of growth (World Bank estimates)	1966-2000 35 records
19480	GDP at market prices, 1990 prices, national currency (UN estimates)	1970-2005 36 records
19470	GDP at market prices, 1990 prices, US\$ (UN estimates)	1970-2005 36 records
29918	GDP at market prices, constant 2000 US\$ (WB estimates)	1965-2000 36 records
19450	GDP at market prices, current prices, US\$ (UN estimates)	1970-2005 36 records
29919	GDP at market prices, current US\$ (WB estimates)	1965-2000 36 records
29916	GDP at market prices, national currency, constant prices (WB estimates)	1965-2000 36 records
21400	GDP at market prices, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
19460	GDP at market prices, national currency, current prices (UN estimates)	1970-2005 36 records
29917	GDP at market prices, national currency, current prices (WB estimates)	1965-2000 36 records
30201	GDP deflator, base 1990, national currency (UN estimates)	1970-2005 36 records
19490	GDP deflator, base 1990, US\$ (UN estimates)	1970-2005 36 records
29920	GDP deflator, national currency (WB estimates)	1965-2000 36 records
29923	GDP in current international dollars (PPPs)(WB estimates)	1975-2000 26 records
21690	GDP less GDP by expenditure, statistical discrepancy, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records

29922	GDP per capita, current international dollars (PPPs) (WB estimates)	1975-2000 26 records
19510	GDP per capita, current prices, US\$ (UN estimates)	1970-2005 36 records
30244	GDP, current prices	1970-1992 23 records
30231	General government final consumption expenditure, current prices	1970-1992 23 records
29924	Government consumption, national currency, current prices (WB estimates)	1981-1990 7 records
21510	Government disbursements total and net savings, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21470	Government disbursements, net savings, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21440	Government disbursements, other current transfers, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21460	Government disbursements, subsidies, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21500	Government final consumption expenditure, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
30233	Gross fixed capital formation, current prices	1970-1992 18 records
30236	Household final consumption expenditure, current prices	1970-1992 23 records
1060	Household heads, percentage women (Wistat)	1989-1989 1 records
21280	Household income, current operating, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21270	Household income, current transfers, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21310	Household income, current, employee compensation, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21301	Household income, total current receipts per capita, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
21300	Household income, total current receipts, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1981-1992 12 records
1070	Household size, average (Wistat)	1969-1989 9 records
1100	Housing, occupied, average persons per room, urban and rural	1989-1989 3 records
21590	Imports goods and services, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
30238	Imports of goods and services, current prices	1970-1992 23 records
30268	Imports of goods by partner and SITC revision, US\$	1962-2005 2696 records
30265	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 1	1962-1980 1100 records
30263	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 2	1980-2005 2460 records
30261	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 3	1999-2005 1739 records
6400	Imports, merchandise, c.i.f., US\$ (IMF)	1948-2005 57 records
19270	Imports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1980-2001 22 records
14970	Infant deaths by sex and age, days and months	1976-1994 983 records
30257	Infant deaths by sex, urban and rural	1961-2003 99 records

13620	Infant mortality rate per 1,000 live births (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 20 records
29972	Internet users (ITU estimates/MDG)	1990-2004 11 records
29969	Internet users per 100 population (ITU estimates/MDG)	1990-2004 11 records
21700	Inventories change, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 18 records
3730	Land area, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
14830	Life expectancy at specified ages for each sex (abridged)	1950-1994 516 records
13630	Life expectancy by sex (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 60 records
18060	Manufacturing production: cement, metric tons (UNSD/SYB)	1995-2004 10 records
3620	Manufacturing production: meat, thousand metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 100 records
3590	Manufacturing production: sawnwood, thousand cubic metres (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
1030	Marital status aged 15-19, percentage ever married by sex (Wistat)	1969-1989 6 records
14880	Marital status of population by sex, age group, urban and rural	1951-1989 1614 records
1040	Marriage, singulate mean age of women and men (Wistat)	1969-1989 6 records
15015	Marriages by age group of bride	1976-1994 130 records
15010	Marriages by age group of groom	1976-1994 130 records
15020	Marriages, urban and rural	1958-2002 61 records
1000	Maternal mortality ratio per 100,000 live births (WHO, UNICEF and UNFPA/MDG)	1995-2000 2 records
1001	Maternal mortality ratio range of uncertainty	1995-1995 2 records
30030	Migrant stock	2005-2005 2 records
13640	Migration, international net per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 20 records
13650	Migration, international net rate per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
30031	Migration, net	2005-2005 2 records
29500	Motor vehicles in use (thousand) [SYB50]	1981-2003 40 records
3690	Nutrition, undernourished as percentage of total population (FAO estimates/MDG)	1980-2002 4 records
3680	Nutrition, undernourished, number of people (FAO estimates/MDG)	1980-2002 4 records
13300	ODA received, bilateral/multilateral, million US\$ (OECD/SYB50)	1980-2004 75 records
13290	ODA received, per capita, US\$ (OECD/SYB50)	1980-2004 25 records
13670	Population annual growth rate (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
13680	Population by sex and age groups (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 2916 records
14890	Population by sex, age group, urban and rural, census years	1955-1994 914 records

14910	Population by sex, urban and rural, census years	1950-1999 86 records
13740	Population rural, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
13660	Population total (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 236 records
13684	Population total by sex (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 708 records
13710	Population total, urban, per cent (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13750	Population urban, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
15070	Population, official mid-year estimates (thousands)	1951-2004 44 records
13730	Population, total rural (thousands) (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13720	Population, total urban (thousands) (UN Population Division estimates, projections)	1950-2030 17 records
29947	Purchasing power parities (PPPs), national currency per international dollar, 1993 (WB estimates)	1975-2000 26 records
30254	Radio receivers (thousands)	1990-1997 8 records
30255	Radio receivers per thousand inhabitants	1990-1997 8 records
14960	Reproduction rate, gross (discontinued)	1968-1976 3 records
15030	Reproduction rate, net (discontinued)	1968-1976 3 records
13690	Reproduction rate, net (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
29914	Stocks increase, national currency, current prices (WB estimates)	1990-1990 1 records
29967	Telephone lines and cellular subscribers (ITU estimates/MDG)	1960-2004 33 records
29968	Telephone lines and cellular subscribers per 100 population (ITU estimates/MDG)	1960-2004 33 records
13120	Telephone main lines in use (ITU/SYB50)	1980-2004 25 records
13130	Telephone main lines in use per 100 inhabitants (ITU/SYB50)	1980-2004 25 records
25710	Television receivers (thousands)	1990-1997 8 records
25720	Television receivers per thousand inhabitants	1990-1997 8 records
28300	Tourism receipts, international, million US\$ (UNWTO/SYB50)	2000-2004 5 records
28310	Tourist arrivals by region of origin (UNWTO/SYB50)	2000-2004 30 records
30002	Tuberculosis death rate per 100,000 (WHO/MDG)	1990-2004 6 records
29982	Tuberculosis prevalence rate per 100,000 population (WHO/MDG)	1990-2004 6 records
30026	Tuberculosis, DOTS detection rate, per cent (WHO/MDG)	1995-2004 8 records
29983	Tuberculosis, DOTS treatment success, per cent (WHO/MDG)	1994-2003 8 records
4680	Unemployment by sex, thousands (ILO/SYB50)	1980-2003 54 records
21720	Value added at basic prices, by industry, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 165 records

21740	Value added at basic prices, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
29912	Value added, national currency, current prices, by industry groups (WB estimates)	1990-1997 32 records
29973	Women wage employment in non-agricultural sector as percentage of total non-agriculture employees (ILO/MDG)	1996-1996 1 records
30006	Youth unemployment, share of youth unemployed to total unemployed, per cent, by sex (ILO estimates/MDG)	1996-1996 3 records

Series by Country

Guadeloupe [code 312]

The country has data for the following series

Code	Series	Data Availability
14700	Abortions legally induced, urban and rural	1977-1980 4 records
13681	Age group 0-14 as percentage of total population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
13682	Age group 60+ as percentage of total population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
13683	Age group 60+, women per 100 men (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 48 records
3510	Agricultural production index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3640	Agricultural production per capita index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1961-2003 43 records
27890	AIDS new cases reported (UNAIDS-WHO)	1981-1998 18 records
3720	Area of arable and permanent crops, 1000 hectares (FAO estimates)	1961-2002 42 records
3700	Area, total surface, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
21610	Bank service charges imputed, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
13580	Birth rate, crude, per 1,000 population (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
13590	Births (live) per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14870	Births, live	1950-2003 46 records
14860	Births, live, by age group of mother, urban and rural	1950-1991 434 records
21550	Capital formation, gross fixed, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
21530	Capital formation, gross, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
30248	Carbon dioxide emissions (CO2), metric tons of CO2 per capita (CDIAC/MDG)	1980-2003 24 records
30249	Carbon dioxide emissions (CO2), thousand metric tons of CO2 (CDIAC/MDG)	1980-2003 24 records
13100	Cellular mobile telephone subscribers (ITU/SYB50)	1989-2004 15 records
13110	Cellular mobile telephone subscribers per 100 inhabitants (ITU estimates)	1989-2002 14 records
13595	Children under 5 mortality per 1,000 live births (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	2000-2050 11 records
14720	Cities populations, census years (discontinued)	1984-1984 1 records
4630	Consumer price index, food, 2000=100 (ILO)	1969-2004 36 records
4620	Consumer price index, general, 2000=100 (ILO)	1969-2004 36 records
21650	Consumption expenditure, final household, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
21380	Consumption expenditure, final, total in national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records

1050	Contraceptive use among currently married women aged 15-49, by methods, per cent/MDG	1976-1976 3 records
21320	Current transfers, net, rest of world, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
13600	Death rate, crude per 1,000 (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14750	Deaths	1950-2003 47 records
14730	Deaths by sex and age group, urban and rural	1950-1991 1641 records
13610	Deaths per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
14980	Deaths, foetal (late)	1981-1985 5 records
13510	Development grant expenditure through the UN system by agency, thousand US\$ (UN/SYB50)	1994-2004 63 records
30256	Divorces, urban and rural	1951-2001 44 records
4270	Economic activity rate by sex, 13 age groups, 1950-2010 (ILO estimates/projections)	1950-2010 312 records
1080	Economically active population aged 15+, per cent, women (ILO Yearbook)	1974-1990 3 records
4230	Economically active population by sex, 13 age groups (ILO estimates/projections)	1950-2010 312 records
25540	Education enrolment by level (UNESCO estimates)	1980-1994 24 records
25550	Education enrolment by level, percentage girls (UNESCO estimates)	1981-1994 16 records
17500	Energy consumption, commercial by type, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 48 records
17510	Energy consumption, commercial, per capita, kilograms oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 24 records
17520	Energy consumption, electricity, in kWh (millions)	1950-2004 55 records
17550	Energy fuels from air/sea bunkers, metric tons oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 24 records
17540	Energy imports, metric tons of oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-2003 24 records
17560	Energy stock changes, metric tons of oil equivalent, thousands (UNSD/SYB50)	1980-1983 4 records
21340	Exports goods and services, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
30229	Exports of goods and services, current prices	1965-1992 28 records
30269	Exports of goods by partner and SITC revision, US\$	1962-1995 1182 records
30266	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 1	1962-1980 1476 records
30264	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 2	1976-1995 3037 records
30262	Exports of goods, US\$, SITC Rev. 3	1988-1995 1375 records
19260	Exports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1980-1995 16 records
6190	Exports, merchandise, f.o.b., US\$ (IMF)	1948-1995 48 records
14940	Female population by age group, number of children ever born, urban and rural	1954-1967 175 records
14920	Fertility rate, total (national data)	1954-2002 24 records
13700	Fertility rate, total (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records

		47 records
3520	Fertilizer consumption, thousand metric tons (FAO/SYB)	1980-2002 69 records
3500	Fish production, metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 50 records
3540	Food production index, 1999-2001=100 (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3630	Food production per capita index, 1999-2001=100	1961-2003 43 records
3740	Forested land area as percentage of land area (FAO estimates/MDG)	1990-2000 2 records
3600	Forestry production: roundwood, million cubic metres (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
3710	Forests and woodland area, 1000 hectares (FAO estimates)	1961-1994 34 records
30205	GDP according to consumption, capital formation, and imports and exports, current prices (SNA 68)	1965-1992 252 records
30215	GDP according to value added by industries, current prices (SNA 68)	1965-1992 319 records
21400	GDP at market prices, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
30244	GDP, current prices	1965-1992 28 records
30231	General government final consumption expenditure, current prices	1965-1992 28 records
21410	GNP at market prices, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21510	Government disbursements total and net savings, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21470	Government disbursements, net savings, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21450	Government disbursements, property income, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21460	Government disbursements, subsidies, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21500	Government final consumption expenditure, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
30233	Gross fixed capital formation, current prices	1965-1992 28 records
30234	Gross national income, in market prices	1970-1992 23 records
30236	Household final consumption expenditure, current prices	1965-1992 28 records
1070	Household size, average (Wistat)	1967-1990 5 records
1100	Housing, occupied, average persons per room, urban and rural	1990-1990 3 records
21570	Import duties, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
21590	Imports goods and services, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
30238	Imports of goods and services, current prices	1965-1992 28 records
30268	Imports of goods by partner and SITC revision, US\$	1962-1995 3480 records
30265	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 1	1962-1980 2496 records
30263	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 2	1980-1995 3506 records
30261	Imports of goods, US\$, SITC Rev. 3	1988-1995 1889 records

6400	Imports, merchandise, c.i.f., US\$ (IMF)	1948-1995 48 records
19270	Imports, merchandise, current prices, US\$ (UNSD/SYB50)	1980-1995 16 records
21370	Income, primary net, rest of the world, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
14970	Infant deaths by sex and age, days and months	1970-1991 340 records
30257	Infant deaths by sex, urban and rural	1950-2003 103 records
13620	Infant mortality rate per 1,000 live births (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 20 records
29520	International maritime transport, vessels entered, vessels cleared, thousand net registered tonnes (SYB50)	1980-1991 12 records
30213	International transactions: gross and net national (disposable) income, saving, and lending aggregates (SNA 68)	1970-1992 190 records
29972	Internet users (ITU estimates/MDG)	1990-2004 10 records
29969	Internet users per 100 population (ITU estimates/MDG)	1990-2004 10 records
21700	Inventories change, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 28 records
3730	Land area, 1000 hectares (FAO)	1961-2002 42 records
14830	Life expectancy at specified ages for each sex (abridged)	1950-1990 104 records
13630	Life expectancy by sex (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 60 records
18060	Manufacturing production: cement, metric tons (UNSD/SYB)	1995-2004 10 records
3620	Manufacturing production: meat, thousand metric tons (FAO/SYB)	1980-2004 100 records
3590	Manufacturing production: sawnwood, thousand cubic metres (FAO/SYB)	1980-2004 25 records
1030	Marital status aged 15-19, percentage ever married by sex (Wistat)	1974-1990 6 records
14880	Marital status of population by sex, age group, urban and rural	1954-1990 946 records
1040	Marriage, singulate mean age of women and men (Wistat)	1974-1990 6 records
15015	Marriages by age group of bride	1950-1991 235 records
15010	Marriages by age group of groom	1950-1991 224 records
15020	Marriages, urban and rural	1950-2003 45 records
1000	Maternal mortality ratio per 100,000 live births (WHO, UNICEF and UNFPA/MDG)	1995-2000 2 records
1001	Maternal mortality ratio range of uncertainty	1995-1995 2 records
30030	Migrant stock	2005-2005 2 records
13640	Migration, international net per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 20 records
13650	Migration, international net rate per year (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
30031	Migration, net	2005-2005 2 records
29500	Motor vehicles in use (thousand) [SYB50]	1980-2002 46 records
29970	Personal computers (ITU estimates/MDG)	1998-2004

		7 records
29971	Personal computers per 100 population (ITU estimates/MDG)	1998-2004 7 records
13670	Population annual growth rate (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
13680	Population by sex and age groups (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1950-2050 2916 records
14890	Population by sex, age group, urban and rural, census years	1954-1992 921 records
14910	Population by sex, urban and rural, census years	1950-1999 68 records
13740	Population rural, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
13660	Population total (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 236 records
13684	Population total by sex (UN Pop. Div. annual estimates and projections)	1950-2050 708 records
13710	Population total, urban, per cent (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13750	Population urban, annual rate of change (UN Population Division estimates and projections)	1955-2030 16 records
15070	Population, official mid-year estimates (thousands)	1954-2004 48 records
13730	Population, total rural (thousands) (UN Population Division estimates and projections)	1950-2030 17 records
13720	Population, total urban (thousands) (UN Population Division estimates, projections)	1950-2030 17 records
30254	Radio receivers (thousands)	1990-1997 8 records
30255	Radio receivers per thousand inhabitants	1990-1997 8 records
14960	Reproduction rate, gross (discontinued)	1958-1975 8 records
15030	Reproduction rate, net (discontinued)	1952-1970 8 records
13690	Reproduction rate, net (UN Pop. Div. quinquennial estimates and projections)	1955-2050 47 records
27920	Sanitation, percentage of population with access to improved sanitation, total, urban and rural/MDG	2004-2004 3 records
30243	Saving, gross	1987-1992 6 records
30019	Slum population as percentage of urban (proportion of households with access to secure tenure)(UN-HABITAT/MDG)	1990-2001 2 records
30018	Slum population in urban areas (UN-HABITAT/MDG)	1990-2001 2 records
29967	Telephone lines and cellular subscribers (ITU estimates/MDG)	1989-2001 13 records
29968	Telephone lines and cellular subscribers per 100 population (ITU estimates/MDG)	1989-2001 13 records
13120	Telephone main lines in use (ITU/SYB50)	1980-2001 22 records
13130	Telephone main lines in use per 100 inhabitants (ITU/SYB50)	1980-2001 22 records
25710	Television receivers (thousands)	1990-1997 8 records
25720	Television receivers per thousand inhabitants	1990-1997 8 records
28300	Tourism receipts, international, million US\$ (UNWTO/SYB50)	2000-2000 1 records
28310	Tourist arrivals by region of origin (UNWTO/SYB50)	2000-2004 14 records

4680	Unemployment by sex, thousands (ILO/SYB50)	1980-2004 74 records
21720	Value added at basic prices, by industry , national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 151 records
21740	Value added at basic prices, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1965-1992 23 records
21770	Value added tax, national currency, current prices (SNA 68, discontinued)	1970-1992 23 records
27910	Water, percentage of population with access to improved drinking water sources, total, urban and rural/MDG	1990-2004 4 records
29973	Women wage employment in non-agricultural sector as percentage of total non-agriculture employees (ILO/MDG)	2002-2002 1 records

5.11. Sites internet statistiques des COM

- Antenne de l'INSEE à Mayotte :
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/reunion/zoom/mayotte/accueil.htm
- ISEE - Institut de la Statistique et des Études Économique de Nouvelle-Calédonie :
www.isee.nc
- ISPF - Institut Statistique de Polynésie française : www.ispf.pf
- Portail statistique de Saint-Pierre et Miquelon : http://www.saint-pierre-et-miquelon.pref.gouv.fr/sections/publications/etudes_et_rapports/
- STSEE - Service Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Wallis et Futuna : <http://www.wallis.co.nc/stats>

5.12. *Sigles utilisés dans le corps du rapport*

AFD	Agence française de développement
BIT	Bureau international du travail
CEROM	Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer
CES	Conseil économique et social
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif
CNIS	Conseil national de l'information statistique
COM	Collectivités d'Outre-Mer
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
DEFM	Demandeurs d'emploi en fin de mois
DOM	Départements d'outre-mer
ERF	Enquête revenus fiscaux
ESTEL	Estimations d'emploi localisé
Eurostat	Office statistique des communautés européennes
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer
IEOM	Institut d'émission d'outre-mer
IGF	Inspection générale des finances
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques
ISEE	Institut de la statistique et des études économique de Nouvelle-Calédonie
ISPF	Institut statistique de Polynésie française
ONU	Organisation des Nations Unies
SCEES	Service central des enquêtes et des études statistiques
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SEOM	Secrétariat d'Etat à l'Outre-mer
SESP	Service économie, statistiques et prospective
STSEE	Service territorial de la statistique et des études économiques de Wallis et Futuna
TER	Tableaux économiques régionaux
TH	Taxe d'habitation